

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/11985]

**29 MARS 2018. — Décret modifiant les décrets des 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, visant à renforcer la gouvernance et l'éthique au sein des organismes wallons (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, modifié par le décret du 24 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré un 3<sup>o</sup>/1, rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup>/1 : « le bureau exécutif » : l'organe restreint de gestion qui, quelle que soit sa dénomination inclut un ou plusieurs administrateurs et se voit déléguer une partie des pouvoirs de l'organe de gestion; »;

b) au 12<sup>o</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le mot « anonymisées » est remplacé par le mot « nominatives »;

2<sup>o</sup> le mot « et » est inséré entre les mots « personne concernée » et les mots « dont le prénom »;

3<sup>o</sup> les mots « ne sont pas » sont remplacés par le mot « sont »;

c) le 4<sup>o</sup> est modifié comme suit :

1<sup>o</sup> « 4<sup>o</sup> "organisme" : une personne morale de droit public; ou

une entité contrôlée par une personne morale de droit public ou dans laquelle une personne morale de droit public détient une participation qualifiée;

d) il est complété par les 13<sup>o</sup>, 14<sup>o</sup>, 15<sup>o</sup>, 16<sup>o</sup>, 17<sup>o</sup>, 18<sup>o</sup>, 19<sup>o</sup>, 20<sup>o</sup>, 21<sup>o</sup>, 22<sup>o</sup>, 23<sup>o</sup> et 24<sup>o</sup> rédigés comme suit :

« 13<sup>o</sup> « mandat dérivé » : le mandat ou la fonction exercé par l'administrateur public, le gestionnaire ou le membre du personnel d'un organisme et qui lui a été confié par ou sur proposition de l'organisme dont il est issu;

14<sup>o</sup> « mandat, fonction et charge publics d'ordre politique » : tout mandat, fonction ou charge publics d'ordre politique tels que définis à l'article L5111-1, 6<sup>o</sup>, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

15<sup>o</sup> « mandat, fonction dirigeante ou profession, quelle qu'en soit la nature, exercés tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger » : mandats, fonctions dirigeantes ou professions tels que définis à l'article L5111-1, 8<sup>o</sup>, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

16<sup>o</sup> « organe de contrôle » : l'organe de contrôle institué en application de l'article L5111-1, 15<sup>o</sup>, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

17<sup>o</sup> « accord de coopération du 20 mars 2014 » : l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique;

18<sup>o</sup> « voie électronique sécurisée » : tout mode de communication sécurisée en vue d'assurer la transmission électronique d'informations, émanant de l'organe de contrôle ou adressée à celui-ci dans le cadre de ses compétences, selon les modalités que le Gouvernement détermine dans le respect des exigences fixées à l'article 5 du décret du 27 mars 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes;

19<sup>o</sup> « fonction spéciale » : le président ou le vice-président des comités désignés par le conseil d'administration;

20<sup>o</sup> « personne morale de droit public » : la Région wallonne, les communes wallonnes, les provinces wallonnes, les intercommunales wallonnes et les autres personnes morales créées par un décret ou un arrêté de Gouvernement wallon, autre que les sociétés ou les associations dans lesquelles les pouvoirs publics détiennent une participation qualifiée;

21<sup>o</sup> « participation » : une participation au capital ou dans le fonds social d'une entité;

22<sup>o</sup> « participation qualifiée » : une participation au capital ou dans le fonds social d'une entité permettant à la personne ou l'entité qui la détient, soit d'empêcher l'adoption d'une décision par les organes de cette entité en vertu de la loi applicable à l'entité, de ses statuts ou d'une convention, soit de désigner un ou plusieurs administrateurs, en vertu de la loi applicable à l'entité, de ses statuts ou d'une convention;

23<sup>o</sup> « entité » : toute construction de droit privé ou de droit public dotée de la personnalité morale, autre qu'une personne morale de droit public;

24<sup>o</sup> « mandat public » : un mandat public tel que défini par l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 1<sup>o</sup>, de l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique »;

e) il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>/1, le bureau exécutif est composé du président, du vice-président et est composé au maximum de vingt-cinq pour cent des membres du conseil d'administration en ce compris le président et le vice-président. Le gestionnaire participe au bureau exécutif en qualité d'invité.

**Art. 2.** L'article 3 du même décret est modifié comme suit :

1° au paragraphe 6, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit « Le gestionnaire, l'administrateur public et l'observateur ne peuvent pas être une personne morale. »;

2° le paragraphe 7 est remplacé par ce qui suit :

« § 7. Les articles 1<sup>er</sup> à 16 inclus, 18, 18bis et 19 du présent décret sont applicables à tout administrateur public et à tout gestionnaire exerçant ses fonctions dans les entités dans lesquelles les organismes visés au paragraphe 1<sup>er</sup> détiennent directement ou indirectement une participation qualifiée.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 1<sup>er</sup> à 16, 18, 18bis et 19 ne sont pas applicables aux administrateurs publics et aux gestionnaires :

1° des entités dans lesquelles un organisme détient une participation, à caractère temporaire, en ce compris une participation qualifiée, lorsqu'il détient cette participation, dans le but exclusif de l'aide à la création, au développement ou à la restructuration d'une entreprise au sens de l'article I. 1, 1°, du Code de droit économique qui n'exploitent pas un service public et/ou auxquelles n'est délégué aucun attribut de puissance publique;

2° pour lesquels, sur demande écrite, préalable et motivée de l'entité considérée, une dérogation motivée a été accordée par arrêté de Gouvernement;

Pour les entités dans lesquelles un organisme détient une participation qualifiée, une étude comparative de rémunérations sera réalisée préalablement au recrutement ou à toute modification de la rémunération des gestionnaires. »;

3° il est inséré un paragraphe 8 rédigé comme suit :

« La société à participation publique locale significative telle que définie à l'article L5111-1, alinéa 1<sup>er</sup>, 10°, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ne rentre pas dans le champ d'application des dispositions du présent décret. ».

**Art. 3.** Dans le chapitre I<sup>er</sup> du même décret, il est inséré un article 3/1 rédigé comme suit;

« Art. 3/1. La fonction de gestionnaire est incompatible avec :

1° le mandat de membre d'un collège communal ou provincial;

2° le mandat de président d'un conseil communal ou provincial;

3° le mandat de membres du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un Parlement de Région ou de Communauté;

4° un mandat d'administrateur public au sein de l'organisme dont il est le gestionnaire.

Le titulaire d'une fonction de gestionnaire qui a ou obtient la qualité de chef de cabinet ou de chef de cabinet adjoint d'un membre du Gouvernement fédéral ou d'une entité fédérée ou d'un Secrétaire d'Etat régional bruxellois est considéré comme empêché.

Le gestionnaire assiste au conseil d'administration avec voix consultative. »

**Art. 4.** A l'article 8 du même décret, modifié par le décret du 7 avril 2011, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. En outre, le mandat de président, de vice-président ou l'exercice de fonctions spéciales au sein d'un organisme, est incompatible avec la qualité de membre du cabinet du :

1° Ministre du Gouvernement dont l'organisme relève;

2° Ministre-Président et des Vice-Présidents du Gouvernement. ».

**Art. 5.** A l'article 15 du même décret, remplacé par le décret du 24 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « anonymisées et individuelles » sont remplacés par les mots « individuelles et nominatives »;

2° au paragraphe 2, 2°, les mots « sur les mandats et les rémunérations y afférentes que ces administrateurs publics ont obtenus dans les personnes morales dans lesquelles l'organisme détient des participations ou au fonctionnement desquelles il contribue et où les administrateurs publics ont été désignés sur sa proposition » sont remplacés par les mots

« sur les rémunérations relatives aux mandats dérivés directement versées à l'organisme dont est issue la personne qui exerce le mandat dérivé »;

3° le paragraphe 2 est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Le rapport de rémunération comprend, pour les observateurs, les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° »;

4° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° les informations complètes sur les rémunérations relatives aux mandats dérivés directement versées à l'organisme dont est issue la personne qui exerce le mandat dérivé »;

5° au paragraphe 6, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « non anonymisées » sont remplacés par le mot « nominatifs ».

**Art. 6.** Dans le chapitre III du même décret, il est inséré un article 15/1, rédigé comme suit :

« Art. 15/1. § 1<sup>er</sup>. Les administrateurs publics et les gestionnaires sont soumis à l'obligation de déposer une déclaration annuelle de mandats, de fonctions et de rémunération à l'organe de contrôle. S'ils sont également soumis à cette obligation en vertu de la cinquième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, leur déclaration est transmise par le biais des formulaires établis pour les assujettis à l'obligation en vertu dudit Code. Une déclaration unique est introduite par l'administrateur public qui exerce une fonction de gestionnaire suivant les indications reprises au paragraphe 2.

§ 2. La déclaration qui est remplie par l'administrateur public comprend, pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie, les volets suivants :

1° indication des mandats d'administrateur public, ainsi que du montant de la rémunération payée en contrepartie de l'exercice de ces mandats d'administrateur public et des avantages en nature qui y sont liés - volet 1;

2° indication des mandats confiés ou proposés par l'organisme dans lequel l'administrateur public exerce son mandat - volet 2;

3° indication des mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique, ainsi que des montants des jetons et de la rémunération payés en contrepartie de l'exercice de ces mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique et des avantages en nature qui y sont liés - volet 3;

4° indication des fonctions de gestionnaire, ainsi que du montant de la rémunération payée en contrepartie de l'exercice de ces fonctions de gestionnaire et des avantages en nature qui y sont liés - volet 4;

5° indication des mandats, fonctions dirigeantes ou professions, quelle qu'en soit la nature, exercés tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger - volet 5.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, la déclaration mentionne lesquels de ces mandats, fonctions dirigeantes ou professions donnent lieu à l'octroi de jetons, rémunérations ou avantages en nature.

§ 3. La déclaration qui est remplie par le gestionnaire comprend, pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie, les volets suivants :

1° indication de la fonction de gestionnaire, ainsi que du montant de la rémunération payée en contrepartie de l'exercice de ces fonctions de gestionnaire et des avantages en nature qui y sont liés - volet 1;

2° indication des fonctions qui sont la conséquence de la fonction de gestionnaire - volet 2;

3° indication des mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique, ainsi que des montants des jetons et de la rémunération payés en contrepartie de l'exercice de ces mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique et des avantages en nature qui y sont liés - volet 3;

4° indication des mandats, fonctions dirigeantes ou professions, quelle qu'en soit la nature, exercés tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, la déclaration mentionne lesquels de ces mandats, fonctions dirigeantes ou professions donnent lieu à l'octroi de jetons, rémunérations ou d'avantages en nature - volet 4.

**Art. 7.** Dans le chapitre III du même décret, il est inséré un article 15/2 rédigé comme suit :

« Art. 15/2. § 1<sup>er</sup> Au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de chaque année, l'administrateur public et le gestionnaire adressent à l'organe de contrôle, par envoi recommandé, par voie électronique sécurisée ou selon les modalités que l'organe de contrôle détermine, une déclaration comprenant les volets visés à l'article 15/1.

Les fiches fiscales permettant le contrôle des rémunérations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> par l'organe de contrôle sont jointes à la déclaration par l'administrateur public et par le gestionnaire.

Les modèles de déclaration sont établis par l'organe de contrôle.

L'organe de contrôle est le responsable du traitement au sens de l'article 1<sup>er</sup>, § 4, alinéa 2, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

L'organe de contrôle conserve les déclarations et les fiches fiscales visées à l'alinéa 2 qui lui sont remises pendant une période de six ans. A l'issue de ce délai, il veille à leur destruction.

§ 2. Sans préjudice des missions visées dans la cinquième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'organe de contrôle :

1° vérifie la conformité de toutes les déclarations aux dispositions des articles 15/1 et 15/2;

2° vérifie le respect des obligations en matière de plafonds de rémunération et d'avantages en nature visés à l'article 15bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°;

3° vérifie le respect du plafond visé à l'article 15bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 10°;

4° vérifie le respect du plafond de rémunération visé à l'article 15bis, § 3, alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

L'organe de contrôle peut se faire communiquer par la personne soumise à son contrôle son avertissement extrait de rôle, sa déclaration fiscale ainsi que tout document comptable ou toute pièce justificative en sa possession.

Il peut également procéder à son audition.

S'il existe des indices d'infraction aux obligations prévues dans les articles visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'organe de contrôle peut se faire communiquer par tout tiers l'avertissement extrait de rôle de la personne soumise à son contrôle, sa déclaration fiscale ainsi que tout document comptable ou toute pièce justificative en sa possession. Il peut également procéder à l'audition de ce tiers.

§ 3. L'organe de contrôle établit un cadastre des mandats pour chaque administrateur public et gestionnaire. Ce cadastre comprend les indications fournies par le déclarant dans les différents volets de sa déclaration tels qu'énumérés à l'article 15/1.

Ce cadastre est publié annuellement au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Région.

La publication est réalisée au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit l'année pendant laquelle les fonctions et les mandats ont été exercés.

La liste des administrateurs publics et des gestionnaires qui n'ont pas déposé les déclarations visées à l'article 15/1, au terme de la procédure de vérification des déclarations prévue à l'article 15/3, est publiée au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Région en même temps que la publication du cadastre.

Si l'administrateur public ou le gestionnaire constate, dans un délai de deux mois après la publication du cadastre une différence entre le cadastre publié et la déclaration qu'il a adressée à l'organe de contrôle, il transmet une correction à celui-ci par envoi recommandé ou selon les modalités que ce dernier détermine. L'organe de contrôle assure la publication de la correction au *Moniteur belge* et sur le site internet de la Région.

Les corrections apportées à la déclaration par l'administrateur public ou le gestionnaire entre le 15 novembre et la publication du cadastre ne pourront pas être prises en compte pour la publication qui intervient au plus tard le 31 décembre.

L'organe de contrôle assure la publication ultérieure de ces corrections au *Moniteur belge* et sur le site internet de la Région.

Le personnel de l'organe de contrôle est tenu au secret professionnel conformément à l'article 458 du Code pénal. Il peut diffuser des informations relatives à l'exercice de sa mission uniquement dans le respect des règles de publicité prévues par le présent décret.

§ 4. La Cour des comptes vérifie au minimum tous les trois ans les processus mis en place par l'organe de contrôle. »

**Art. 8.** Dans le chapitre III du même décret, il est inséré un article 15/3 rédigé comme suit :

« Art. 15/3. § 1<sup>er</sup>. L'organe de contrôle dresse, à l'encontre de l'administrateur public ou du gestionnaire, un avis lorsqu'il constate l'absence de déclaration alors que celle-ci était requise, relève une anomalie ou suspecte une irrégularité aux dispositions des articles 15/1, 15/2, 15bis § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup> et 15bis, § 3 alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

L'avis visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1<sup>o</sup> reprend les manquements qui sont susceptibles d'être reprochés à l'administrateur public ou au gestionnaire;

2<sup>o</sup> est notifié, par envoi recommandé, à la personne concernée.

Par personne concernée mentionnée à l'alinéa 2, 2<sup>o</sup>, on vise, selon le cas l'administrateur public ou le gestionnaire.

§ 2 La personne concernée dispose d'un délai de quinze jours à partir de la notification de l'avis pour faire valoir, par envoi recommandé adressé à l'organe de contrôle, ses observations ou sa déclaration rectifiée, accompagnée d'une éventuelle demande d'audition.

L'audition, si elle est sollicitée, a lieu dans un délai de quarante jours à partir de la date de réception par l'organe de contrôle du recommandé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. La personne concernée peut être assistée d'un conseil.

Un procès-verbal de l'audition est établi et communiqué dans les huit jours suivant l'audition, par envoi recommandé, à la personne concernée. Celle-ci dispose d'un délai de trois jours à dater de la réception du procès-verbal pour faire valoir ses observations par envoi recommandé. A défaut, le procès-verbal est considéré comme définitif.

L'organe de contrôle rend sa décision dans les :

1<sup>o</sup> septante-cinq jours de la notification de son avis si la personne concernée n'y a pas réagi;

2<sup>o</sup> septante-cinq jours de la réception des observations ou de la déclaration rectifiée du mandataire s'il n'y pas eu d'audition de la personne concernée;

3<sup>o</sup> septante-cinq jours de l'établissement définitif du procès-verbal de l'audition si celle-ci a eu lieu.

L'organe de contrôle adresse sa décision par envoi recommandé à la personne concernée.

L'organe de contrôle adresse l'avis visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, dans les onze mois suivant la réception de la déclaration.

La déclaration est présumée conforme aux dispositions du présent décret pour l'année de référence si l'organe de contrôle n'a pas adressé l'avis visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, dans le délai.

§ 3. La décision de l'organe de contrôle porte sur l'existence et la conformité des déclarations aux dispositions visées à l'article 15/2, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, qui ont fait l'objet de la procédure visée aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2. Elle comporte, s'il y a lieu, le décompte des sommes trop perçues par l'administrateur public ou le gestionnaire pour le passé et les conditions du remboursement.

L'organe de contrôle transmet la décision à l'autorité qui a confié le mandat à la personne concernée ou qui a désigné le gestionnaire.

La personne concernée rembourse, dans les soixante jours de la réception de la notification de la décision de l'organe de contrôle, les sommes trop perçues visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

L'organe de contrôle peut prolonger le délai visé à l'alinéa 3 d'une durée qu'il détermine si l'intéressé fait valoir par envoi recommandé, dans les quinze jours de la notification de la décision, les motifs exceptionnels qui fondent sa requête.

Le remboursement des sommes trop perçues par l'administrateur public au regard de l'article 15bis, § 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, se fait au bénéfice des organismes dans lesquels il exerce ses mandats rémunérés proportionnellement à la somme trop perçue.

Le remboursement des sommes trop perçues par l'administrateur public ou le gestionnaire se fait au bénéfice de l'organisme qui a versé le trop perçu.

La personne concernée adresse, sans délai, à l'organe de contrôle la preuve du remboursement. ».

**Art. 9.** Dans le chapitre III du même décret, il est inséré un article 15/4 rédigé comme suit :

« Art. 15/4. § 1<sup>er</sup>. L'autorité qui a confié des mandats publics peut, au terme de la procédure prévue au paragraphe 2, révoquer les mandats publics lorsque la personne concernée :

1<sup>o</sup> n'a pas déposé de déclaration;

2<sup>o</sup> a établi sciemment une fausse déclaration;

3<sup>o</sup> a omis de rembourser les sommes indûment perçues dans le délai qui lui est imparti;

4<sup>o</sup> n'a pas respecté les obligations prévues à l'article 15bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>.

§ 2. L'organe de contrôle communique à la personne concernée par recommandé une notification des faits de nature à entraîner la révocation.

Vingt jours au plus tôt après la transmission de la notification, et après avoir entendu si elle en a fait la demande dans un délai de huit jours à dater de la réception de la notification la personne concernée éventuellement accompagnée du conseil de son choix, l'autorité qui a confié le mandat public peut constater la révocation.

La décision de l'autorité intervient dans un délai d'un mois maximum qui suit le terme de la procédure décrite aux alinéas 1 et 2.

Cette décision est notifiée à la personne concernée.

En cas de révocation des mandats, la décision est également notifiée à l'organe dans lequel la personne concernée exerce les mandats qui ont fait l'objet de la révocation.

Si, ayant connaissance de la cause de sa révocation suite à la réception de la notification visée à l'alinéa 3, la personne concernée continue l'exercice de ses fonctions, elle est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, est ouvert contre cette décision. Il est introduit dans les quinze jours de sa notification. ».

**Art. 10.** Dans le chapitre III du même décret, il est inséré un article 15/5 rédigé comme suit :

« Art. 15/5. La personne dont le mandat public est révoqué en application de l'article 15/4, ne peut pas être désignée à nouveau à ce mandat pendant une durée de deux ans à compter de la notification de la décision de révocation. ».

**Art. 11.** Dans le chapitre III du même décret, il est inséré un article 15/6 rédigé comme suit :

« Art. 15/6. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement établit un registre des organismes reprenant l'ensemble des mandats publics des administrateurs, et des fonctions des gestionnaires y désignés.

Le registre visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° est joint au registre visé à l'article L6411-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

2° est établi sur la base des données transmises par un informateur institutionnel, sous sa responsabilité, au Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les données à transmettre, les modalités de transmission et de publication des informations collectées.

L'informateur institutionnel est le gestionnaire ou son délégué. Le cas échéant, le gestionnaire notifie au Gouvernement la désignation de son délégué.

§ 2. L'informateur institutionnel transmet, sous sa responsabilité, au plus tard dans les quinze jours suivant l'installation des administrateurs membres des organes de gestion de l'organisme ou dans les trente jours sur demande du Gouvernement :

1° la liste des organes internes de l'organisme ainsi que l'identité des mandataires y désignés et des gestionnaires en ce compris leur numéro de registre national;

2° la liste de l'ensemble des filiales, qui sont détenues par l'organisme ou par une filiale de celui-ci, ainsi que l'identité des mandataires y désignés et des gestionnaires en ce compris leur numéro de registre national.

L'informateur institutionnel transmet, sous sa responsabilité, les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> en flux continu, de sorte à en informer le Gouvernement à l'occasion de toute modification.

§ 3. L'informateur institutionnel établit une liste des administrateurs publics et des gestionnaires assujettis à l'obligation de déclaration prévue par le présent décret et les informe de leurs obligations, au plus tard pour le 30 avril de chaque année. Le Gouvernement ou l'organe de contrôle peut, sans aucune condition, solliciter les preuves du respect de la présente disposition.

§ 4. En cas de non-respect des dispositions du paragraphe 2, le Gouvernement adresse un courrier à l'informateur institutionnel lui rappelant ses obligations, lequel est assorti d'une injonction de transmission des informations requises dans les trente jours suivants la notification dudit courrier.

En l'absence de réponse dans le délai, l'informateur institutionnel est passible d'une amende pouvant aller de cent à mille euros.

**Art. 12.** A l'article 15*bis* du même décret, inséré par le décret du 7 avril 2011 et modifié par le décret du 24 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Lors de la désignation de l'administrateur public, le Gouvernement, sur proposition du Ministre de tutelle, détermine les formes, montants et modalités d'attribution de sa rémunération, en tenant compte du secteur d'activités de l'organisme et du niveau de responsabilité en respectant les règles suivantes :

1° l'administrateur public peut percevoir un jeton de présence pour sa participation à l'entièreté d'une réunion;

2° seul l'administrateur public qui exerce une fonction de président ou de vice-président peut percevoir en lieu et place des jetons de présence tels que prévus au 1° une rémunération fixe et des avantages en nature, dans le respect des plafonds prévus au 3° pour l'exercice de sa fonction au sein de l'organe de gestion;

3° la rémunération brute annuelle d'un administrateur public ne dépasse pas :

a) 19.997,14 euros pour le président du conseil d'administration;

b) 14.997,87 euros pour le vice-président du conseil d'administration;

c) 4.999,28 euros pour un administrateur;

4° les frais de parcours résultant de déplacements effectués pour les besoins inhérents à l'exercice du mandat d'administrateur public ou d'observateur donnent lieu à une intervention dans les formes et conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

5° aucune rémunération n'est due aux administrateurs publics qui exercent, à titre statutaire ou dans les liens d'un contrat de travail, au sein des services du Gouvernement wallon ou d'un organisme, une fonction de rang A3 ou supérieur ou pouvant y être assimilée ainsi qu'aux titulaires d'une fonction de direction au sein du comité de direction d'un organisme wallon quelle que soit sa nature;

6° l'observateur exerce ses missions à titre gratuit;

7° sans préjudice du 9°, seules les réunions des organes de gestion, du bureau exécutif s'il est constitué et du comité d'audit peuvent donner lieu à jeton de présence, à concurrence d'un jeton par réunion à laquelle l'administrateur public assiste effectivement ou donner lieu à l'octroi d'une rémunération et d'avantages en nature;



8° le nombre de réunions donnant lieu à l'octroi d'un jeton de présence ne peut pas dépasser :

- a) pour un organe principal de gestion : douze par an;
- b) pour un bureau exécutif : dix-huit par an;
- c) pour un comité d'audit : trois par an;

9° il peut être accordé au même administrateur public seulement un jeton de présence par jour, quels que soient la nature et le nombre de réunions auxquelles il a assisté au sein du même organisme;

10° le montant total perçu par une personne non-élue en contrepartie de l'exécution de l'ensemble de ses mandats publics est égal ou inférieur à 50% du montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants.

Le montant total perçu par une personne élue en contrepartie de l'exécution de l'ensemble de ses mandats publics est égal ou inférieur à 150% du montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants.

Concernant les montants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, ils s'entendent « avantages de toute nature compris » et sont rattachés à l'indice pivot 138,01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, la rémunération en contrepartie de l'exercice, par un administrateur public, d'un mandat dérivé, est directement versée à l'organisme dont est issue la personne qui exerce le mandat dérivé.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 10°, le mandat de gestionnaire exercé soit à temps plein, soit à titre principal, dans le cadre d'une relation de travail directe ou indirecte, sous statut salarié, indépendant ou statutaire, n'est pas pris en compte pour le calcul du plafond.

Sans préjudice du mécanisme d'indexation, un administrateur public ne peut pas se voir octroyer une rémunération supérieure à celle dont bénéficiait un administrateur public en fonction au sein de l'organisme concerné au 31 décembre 2016 et exerçant la même fonction.

§ 1<sup>er</sup>/1. La rémunération du président et du vice-président visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, est calculée pour la participation à l'ensemble des réunions des organes de gestion auxquelles sont tenus de participer les fonctions précitées. Lorsqu'un défaut de participation a été constaté, le montant de la rémunération, est réduit à due concurrence.

Le président et le vice-président qui n'ont pas participé à l'entière de la réunion sont considérés en défaut de participation. N'est pas considéré comme un défaut de participation, une absence totale ou partielle à une réunion d'un organe de gestion, en raison d'une maladie, d'un congé de maternité ou d'un cas de force majeure si cet état de fait est dûment justifié.

La rémunération est versée mensuellement, à terme échu.

Le conseil d'administration de l'organisme qui rémunère le président et le vice-président annexe au rapport de rémunération visé à l'article 15, une fiche récapitulative annuelle, reprenant les montants versés et leur justification pour chaque mois.

§ 2. Dans le respect des plafonds visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, pour les organismes soumis au Code des sociétés, l'organe de gestion propose à l'assemblée générale lors de la désignation des administrateurs publics, en concertation avec les actionnaires et sur proposition du comité de rémunération, les formes, montants et modalités d'attribution de leur rémunération. Cette détermination se fait en tenant compte du secteur d'activités de chaque organisme.

§ 3. Le plafond de rémunération du gestionnaire d'un organisme est de 245.000,00 euros bruts annuel.

Le plafond de rémunération de 245.000,00 euros bruts annuel est indexé le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par application de la formule suivante : le plafond de rémunération est égal à 245.000,00 euros multiplié par l'indice des prix à la consommation de décembre (base 2004) et divisé par 121,66 (indice des prix à la consommation de décembre 2012, base 2004).

Le montant annuel de la rémunération est obtenu en additionnant toutes les sommes en espèces et tous les avantages évaluables en argent dont le gestionnaire bénéficie en contrepartie ou à l'occasion de son mandat.

Par dérogation à l'alinéa 3, sont exclus de la rémunération :

1° les montants perçus en remboursement de frais exposés pour le compte de l'organisme, s'ils sont fixés dans le respect des dispositions fiscales applicables;

2° les avantages de toute nature découlant de l'utilisation privée d'outils de travail y compris un téléphone portable, un ordinateur portable, l'éventuelle voiture mise à disposition si les règles fiscales sont appliquées;

3° les primes d'assurance responsabilité civile, défense en justice et celles visant à offrir une couverture des frais exposés en raison de l'état de santé du gestionnaire prises en charge par l'employeur;

4° pour le personnel contractuel, les plans de pension complémentaire à contribution définie dont le pourcentage et les conditions sont identiquement applicables à l'ensemble du personnel de l'organisme.

Concernant l'alinéa 4, 2°, les outils de travail sont restitués par le gestionnaire à l'échéance de la relation de travail.

L'organisme peut allouer au gestionnaire les éléments suivants :

1° seuls les plans de pension complémentaire à contribution définie, portant sur le paiement d'une cotisation patronale fixe exprimée en un pourcentage de la rémunération durant une période pendant laquelle le gestionnaire est effectivement occupé en cette qualité par l'organisme, sont autorisés;

2° la rémunération variable éventuelle est limitée à vingt pour cent de la rémunération brute annuelle totale.

Le montant annuel brut total de la rémunération variable visée à l'alinéa 6, 2°, est pris en compte dans le calcul du plafond de rémunération visé au paragraphe 3, alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

La rémunération variable visée à l'alinéa 6, 2°, est déterminée en fonction d'objectifs mesurables, de nature financière ou autre, fixés au moins six mois à l'avance.

L'organisme n'alloue pas au gestionnaire :

1° une rémunération sous forme d'action, option sur action ou tout autre produit de nature similaire;

2° en cas de départ volontaire ou consenti du gestionnaire, une prime de départ, quel que soit son nom ou sa nature, en ce compris les libéralités et ce, sans préjudice des indemnités éventuelles dues en vertu d'une clause de non-concurrence;

3° en cas de départ suite à une rupture unilatérale du fait de l'organisme ou en cas de dissolution de cette dernière, toute indemnité de départ autre que celle prévue par la législation applicable à la relation de travail.

En cas d'exercice à temps partiel de la fonction de gestionnaire, le plafond de rémunération est calculé au prorata du régime de travail convenu.

Aucun autre membre du personnel ne peut percevoir une rémunération et des avantages qui dépassent le plafond défini au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, à l'exception des médecins hospitaliers et des professionnels des soins de santé visés respectivement à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, et à l'article 9 de la loi coordonnée le 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins. »;

2° les paragraphes 4 et 5 sont abrogés;

3° le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. La rémunération en contrepartie de l'exercice, par un gestionnaire ou par un membre du personnel d'un organisme d'un mandat dérivé est directement versée à l'organisme dont est issue la personne qui exerce le mandat dérivé. »;

4° au paragraphe 9, alinéa 3, les mots « ou de commissaire du Gouvernement » sont insérés entre les mots « mandat d'administrateur » et les mots « , sur décision du Gouvernement »;

5° au paragraphe 10, l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante :

« Le président et le vice-président du conseil d'administration ne font pas partie du comité de rémunération. »;

6° il est complété par les paragraphes 12 et 13, rédigés comme suit :

« § 12. Les montants perçus indûment par l'administrateur public, l'observateur ou le gestionnaire sont remboursés à l'organisme qui a versé le trop-perçu.

§ 13. Les règles prévues au présent article s'appliquent à l'ensemble des actes de désignation des administrateurs publics, des observateurs et des gestionnaires et à l'ensemble des contrats conclus entre l'organisme et le gestionnaire, en ce compris les actes adoptés et les contrats conclus antérieurement ou postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente disposition. ».

**Art. 13.** L'article 15<sup>ter</sup> du même décret est abrogé.

**Art. 14.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre III<sup>ter</sup> intitulé « Comité d'audit ».

**Art. 15.** Dans le chapitre III<sup>ter</sup> inséré par l'article 14, il est inséré un article 15<sup>quater</sup> rédigé comme suit :

« Art.15<sup>quater</sup>. § 1<sup>er</sup>. L'organe de gestion d'un organisme constitue en son sein un comité d'audit.

Le comité d'audit est composé de membres du conseil d'administration qui ne sont pas membres du bureau exécutif. Le nombre maximum de membres du comité d'audit n'est pas supérieur à vingt-cinq pour cent du nombre de membres du conseil d'administration.

Le président du comité d'audit est désigné par les membres du comité.

Au moins un membre du comité d'audit dispose d'une expérience pratique ou de connaissances techniques en matière de comptabilité ou d'audit.

Le gestionnaire de l'organisme est invité aux réunions, avec voix consultative.

§ 2. Le conseil d'administration définit les missions du comité d'audit, lesquelles comprennent au minimum les missions suivantes :

1° la communication au conseil d'administration d'informations sur les résultats du contrôle légal des comptes annuels et d'explications sur la façon dont le contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés ont contribué à l'intégrité de l'information financière et sur le rôle que le comité d'audit a joué dans ce processus;

2° le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et présentation de recommandations ou de propositions pour en garantir l'intégrité;

3° le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'organisme ainsi que du suivi de l'audit interne et de son efficacité;

4° le suivi du contrôle légal des comptes annuels, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par le commissaire du Gouvernement.

Le comité d'audit fait régulièrement rapport au conseil d'administration sur l'exercice de ses missions, au moins lors de l'établissement par celui-ci des comptes annuels. ».

CHAPITRE II. — *Modifications du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public*

**Art. 16.** Dans l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, modifié par le décret du 24 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré un 3°/1, rédigé comme suit :

« 3°/1 le bureau exécutif : l'organe restreint de gestion qui, quelle que soit, sa dénomination inclus un ou plusieurs administrateurs et se voit déléguer une partie des pouvoirs de l'organe de gestion »;

b) au 7°, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « anonymisées » est remplacé par le mot « nominatives »;

2° le mot « et » est inséré entre les mots « personne concernée » et les mots « dont le prénom »;

3° les mots « ne sont pas » sont remplacés par le mot « sont ».

c) il est complété par les 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14° et 15° rédigés comme suit :

« 8° « mandat, fonction et charge publics d'ordre politique » : tout mandat, fonction ou charge publics d'ordre politique tels que définis à l'article L5111-1, 6°, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

9° « mandat, fonction dirigeante ou profession, quelle qu'en soit la nature, exercés tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger » : mandats, fonctions dirigeantes ou professions tels que définis à l'article L5111-1, 8°, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

10° « organe de contrôle » : l'organe de contrôle institué en application de l'article L5111-1, 15° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

11° « accord de coopération du 20 mars 2014 » : l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique;

12° « voie électronique sécurisée » : tout mode de communication sécurisée en vue d'assurer la transmission électronique d'informations, émanant de l'organe de contrôle ou adressée à celui-ci dans le cadre de ses compétences, selon les modalités que le Gouvernement détermine dans le respect des exigences fixées à l'article 5 du décret du 27 mars 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes. »;

13° « gestionnaire » : toute personne chargée de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière de l'organisme;

14° « mandat dérivé » : le mandat ou la fonction exercé par l'administrateur public, le gestionnaire ou le membre du personnel d'un organisme et qui lui a été confié par ou sur proposition de l'organisme dont il est issu;

15° « mandat public » : un mandat public tel que défini par l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 1°, de l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique; »;

d) il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°/1, le bureau exécutif est composé du président, du vice-président et est composé au maximum de vingt-cinq pour cent des membres du conseil d'administration en ce compris le président et le vice-président. Le gestionnaire participe au bureau exécutif en qualité d'invité. ».

**Art. 17.** Dans l'article 3 du même décret, modifié par le décret du 24 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1<sup>er</sup>, il est complété par les 42°, 43° et 44° rédigés comme suit :

« 42° la Société régionale d'Investissement de Wallonie (SRIW);

43° la Société "Brussels South Charleroi Airport" (BSCA);

44° la Société aéroportuaire de Bierset (Liège Airport) »;

b) il est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit : « les commissaires du Gouvernement désignés dans l'organisme visé au 33° du paragraphe 1<sup>er</sup> sont chargés des missions visées aux articles 10, 12, 13, 15, 16, 17, 18 et 19 du présent décret, auprès des organismes suivants :

- Wapinvest;
- Sambrinvest;
- Invest Mons Borinage centre;
- Nivelinvest;
- Namurinvest;
- Luxembourg développement;
- Meusinvest;
- Ostbelgen-invest. »

**Art. 18.** A l'article 10 du même décret, sont insérés entre les mots « Ministre-Président, » et les mots « au Ministre de tutelle, », les mots « aux Vice-présidents, ».

**Art. 19.** A l'article 11 du même décret, sont insérés entre les mots « Ministre-Président, » et les mots « au Ministre de tutelle, », les mots « aux Vice-Présidents, ».

**Art. 20.** A l'article 12 du même décret, sont insérés entre les mots « Ministre-Président, » et les mots « au Ministre de tutelle, », les mots « aux Vice-Présidents, ».

**Art. 21.** A l'article 13 du même décret, sont insérés entre les mots « Ministre-Président, » et les mots « au Ministre de tutelle, », les mots « aux Vice-Présidents, ».

**Art. 22.** Dans le même décret, l'intitulé du chapitre III/1 est remplacé par ce qui suit :

« Droits et obligations du commissaire du Gouvernement ».

**Art. 23.** A l'article 19/1 du même décret, inséré par le décret du 24 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « anonymisées et individuelles » sont remplacés par les mots « individuelles et nominatives »;

2° au paragraphe 4, les mots « non anonymisés » sont remplacés par le mot « nominatifs ».



**Art. 24.** Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 19/2 rédigé comme suit :

« Art. 19/2. § 1<sup>er</sup>. Le commissaire du Gouvernement est soumis à l'obligation de déposer une déclaration annuelle de mandats, de fonctions et de rémunération à l'organe de contrôle. S'il est également soumis à cette obligation en vertu de la cinquième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, sa déclaration est transmise par le biais des formulaires établis pour les assujettis à l'obligation en vertu dudit Code.

§ 2. La déclaration qui est remplie par le commissaire du Gouvernement comprend, pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie, les volets suivants :

1<sup>o</sup>. indication des mandats de commissaire du Gouvernement, ainsi que du montant de la rémunération payée en contrepartie de l'exercice de ces mandats de commissaire du Gouvernement - volet 1;

2<sup>o</sup>. indication des mandats confiés ou proposés par l'organisme dans lequel le commissaire du Gouvernement exerce son mandat - volet 2;

3<sup>o</sup>. indication des mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique, ainsi que des montants des jetons et de la rémunération payés en contrepartie de l'exercice de ces mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique et des avantages en nature qui y sont liés - volet 3;

4<sup>o</sup>. indication des mandats, fonctions dirigeantes ou professions, quelle qu'en soit la nature, exercés tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger - volet 4.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, la déclaration mentionne lesquels de ces mandats, fonctions dirigeantes ou professions donnent lieu à l'octroi de jetons, rémunérations ou d'avantages en nature. ».

**Art. 25.** Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 19/3 rédigé comme suit :

« Art. 19/3. § 1<sup>er</sup>. Au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de chaque année, le commissaire du Gouvernement adresse à l'organe de contrôle, par envoi recommandé, par voie électronique sécurisée ou selon les modalités que l'organe de contrôle détermine, une déclaration comprenant les volets visés à l'article 19/2.

Les fiches fiscales permettant le contrôle des rémunérations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> par l'organe de contrôle sont jointes à la déclaration par le commissaire du Gouvernement lorsque celui-ci en dispose.

Les modèles de déclaration sont établis par l'organe de contrôle.

Une déclaration unique est introduite par le commissaire du Gouvernement qui exerce un mandat d'administrateur public ou une fonction de gestionnaire au sens du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

L'organe de contrôle est le responsable du traitement au sens de l'article 1<sup>er</sup>, § 4, alinéa 2, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

L'organe de contrôle conserve les déclarations et les fiches fiscales visées à l'alinéa 2 qui lui sont remises pendant une période de six ans. A l'issue de ce délai, il veille à leur destruction.

§ 2. Sans préjudice des missions visées dans la cinquième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'organe de contrôle :

1<sup>o</sup> vérifie la conformité de toutes les déclarations aux dispositions des articles 19/2 et 19/3;

2<sup>o</sup> vérifie le respect des obligations en matière de plafonds et d'avantages en nature visés à l'article 19bis, alinéa 5;

3<sup>o</sup> vérifie le respect du plafond de rémunération visé à l'article 19bis alinéa 8.

L'organe de contrôle peut se faire communiquer par la personne soumise à son contrôle son avertissement extrait de rôle, sa déclaration fiscale ainsi que tout document comptable ou toute pièce justificative en sa possession.

Il peut également procéder à son audition.

S'il existe des indices d'infraction aux obligations prévues dans les articles visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'organe de contrôle peut se faire communiquer par tout tiers l'avertissement extrait de rôle de la personne soumise à son contrôle, sa déclaration fiscale ainsi que tout document comptable ou toute pièce justificative en sa possession. Il peut également procéder à l'audition de ce tiers.

L'organe de contrôle établit un cadastre des mandats pour chaque commissaire du Gouvernement. Ce cadastre comprend les indications fournies par le déclarant dans les différents volets de sa déclaration tels qu'énumérés à l'article 19/2.

Ce cadastre est publié annuellement au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Région.

La publication est réalisée au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit l'année pendant laquelle les fonctions et les mandats ont été exercés.

La liste des commissaires du Gouvernement qui n'ont pas déposé les déclarations visées à l'article 19/2 au terme de la procédure de vérification des déclarations prévue à l'article 19/4, §§ 1<sup>er</sup> et 2, est publiée au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Région en même temps que la publication du cadastre.

Si le commissaire constate, dans un délai de deux mois après la publication du cadastre des mandats au *Moniteur belge* et sur le site internet de la Région, une différence entre le cadastre publié et la déclaration qu'il a adressée à l'organe de contrôle, il transmet une correction à celui-ci par envoi recommandé ou selon les modalités que ce dernier détermine. L'organe de contrôle assure la publication de la correction au *Moniteur belge* et sur le site internet de la Région.

Les corrections apportées à la déclaration par le commissaire du Gouvernement entre le 15 novembre et la publication du cadastre ne pourront pas être prises en compte pour la publication qui intervient au plus tard le 31 décembre.

L'organe de contrôle assure la publication ultérieure de ces corrections au *Moniteur belge* et sur le site internet de la Région.

Le personnel de l'organe de contrôle est tenu au secret professionnel conformément à l'article 458 du Code pénal. Il peut diffuser des informations relatives à l'exercice de sa mission uniquement dans le respect des règles de publicité prévues par le présent décret.

§ 3. La Cour des comptes vérifie au minimum tous les trois ans les processus mis en place par l'organe de contrôle. ».

**Art. 26.** Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 19/4 rédigé comme suit :

« Art. 19/4 § 1<sup>er</sup>. L'organe de contrôle dresse, à l'encontre du commissaire de Gouvernement, un avis lorsqu'il constate l'absence de déclaration alors que celle-ci était requise, relève une anomalie ou suspecte une irrégularité aux dispositions des articles 19/2, 19/3 et 19bis, alinéas 5 et 8.

L'avis visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> : 1° reprend les manquements qui sont susceptibles d'être reprochés au commissaire du Gouvernement;

2° est notifié, par envoi recommandé, à la personne concernée.

§ 2. La personne concernée dispose d'un délai de quinze jours à partir de la notification de l'avis pour faire valoir, par envoi recommandé adressé à l'organe de contrôle, ses observations ou sa déclaration rectifiée, accompagnée d'une éventuelle demande d'audition

L'audition, si elle est sollicitée, a lieu dans un délai de quarante jours à partir de la date de réception par l'organe de contrôle du recommandé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. La personne concernée peut être assistée d'un conseil.

Un procès-verbal de l'audition est établi et communiqué dans les huit jours suivant l'audition, par envoi recommandé, à la personne concernée. Celle-ci dispose d'un délai de trois jours francs à dater de la réception du procès-verbal pour faire valoir ses observations par envoi recommandé. A défaut, le procès-verbal est considéré comme définitif.

L'organe de contrôle rend sa décision dans les :

1° septante-cinq jours francs de la notification de son avis si la personne concernée n'y a pas réagi;

2° septante-cinq jours francs de la réception des observations ou de la déclaration rectifiée du mandataire s'il n'y pas eu d'audition de la personne concernée;

3° septante-cinq jours francs de l'établissement définitif du procès-verbal de l'audition si celle-ci a eu lieu.

L'organe de contrôle adresse sa décision par envoi recommandé à la personne concernée.

L'organe de contrôle adresse l'avis visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, dans les onze mois suivant la réception de la déclaration.

La déclaration est présumée conforme aux dispositions du présent décret pour l'année de référence si l'organe de contrôle n'a pas adressé l'avis visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, dans le délai.

§ 3. La décision de l'organe de contrôle porte sur l'existence et la conformité des déclarations aux dispositions visées à l'article 19/3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, qui ont fait l'objet de la procédure visée aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2. Elle comporte, s'il y a lieu, le décompte des sommes trop perçues par le commissaire du Gouvernement pour le passé et les conditions du remboursement.

La personne concernée rembourse, dans les soixante jours francs de la réception de la notification de la décision de l'organe de contrôle, les sommes trop perçues visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

L'organe de contrôle peut prolonger le délai visé à l'alinéa 2 d'une durée qu'il détermine si l'intéressé fait valoir par envoi recommandé, dans les quinze jours de la notification de la décision, les motifs exceptionnels qui fondent sa requête.

Le remboursement des sommes trop perçues par le commissaire du Gouvernement au regard de l'article 19bis, alinéa 8, se fait au bénéfice des organismes dans lesquels il exerce ses mandats rémunérés proportionnellement à la somme trop perçue.

La personne concernée adresse, sans délai, à l'organe de contrôle la preuve du remboursement.

L'organe de contrôle transmet la décision au Gouvernement. »

**Art. 27.** Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 19/5 rédigé comme suit :

« Art. 19/5 § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut, au terme de la procédure prévue au paragraphe 2, révoquer le commissaire du Gouvernement lorsque la personne concernée :

1° n'a pas déposé de déclaration;

2° a établi sciemment une fausse déclaration;

3° a omis de rembourser les sommes indûment perçues dans le délai qui lui est imparti;

4° n'a pas respecté les obligations prévues aux articles 19bis, alinéa 8.

§ 2. L'organe de contrôle communique à la personne concernée par recommandé une notification des faits de nature à entraîner la déchéance.

Vingt jours au plus tôt après la transmission de la notification, et après avoir entendu si elle en a fait la demande dans un délai de huit jours à dater de la réception de la notification la personne concernée éventuellement accompagnée du conseil de son choix, le Gouvernement peut constater la déchéance.

La décision de l'autorité intervient dans un délai d'un mois maximum qui suit le terme de la procédure décrite aux alinéas 1 et 2.

Cette décision est notifiée à la personne concernée.

En cas de révocation du commissaire du Gouvernement, la décision est également notifiée à l'organe dans lequel la personne concernée exerce son mandat.

Si, ayant connaissance de la cause de sa révocation suite à la réception de la notification visée à l'alinéa 4, la personne concernée continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les quinze jours de sa notification. »

**Art. 28.** Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 19/6 rédigé comme suit :

« Art. 19/6. Le commissaire du Gouvernement qui est révoqué en application de l'article 19/5 ne peut pas être désigné à nouveau à cette fonction pendant une durée de deux ans à compter de la notification de la décision de révocation. ».

**Art. 29.** Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 19/7 rédigé comme suit :

« Art. 19/7. Lorsque le Gouvernement désigne un commissaire du Gouvernement dans l'un des organismes, il en fait mention dans le registre visé à l'article 15/6 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public. »

L'informateur institutionnel établit une liste des Commissaires de Gouvernement assujettis à l'obligation de déclaration prévue par le présent décret et les informe de leurs obligations, au plus tard pour le 30 avril de chaque année. Le Gouvernement ou l'organe de contrôle peut, sans aucune condition, solliciter les preuves du respect de la présente disposition. ».

**Art. 30.** A l'article 19bis du même décret, inséré par le décret du 7 avril 2011 et modifié par le décret du 24 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est abrogé;

2° il est complété par les alinéas 3 à 9 rédigés comme suit :

« Le commissaire du Gouvernement peut être rémunéré uniquement par des jetons de présence dus en cas de présence effective de celui-ci aux réunions de l'organe qui peuvent faire l'objet d'une rémunération, conformément aux alinéas 4 et 5.

Il peut être accordé au même commissaire du Gouvernement seulement un jeton de présence par jour, quels que soient la nature et le nombre de réunions auxquelles il a assisté au sein du même organisme, pour sa participation à l'entièreté de la réunion.

La rémunération annuelle d'un commissaire du Gouvernement ne dépasse pas 4.999,28 euros. Le montant s'entend « avantages de toute nature compris » et est rattaché à l'indice pivot 138,01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Les frais de parcours résultant de déplacements effectués pour les besoins inhérents à l'exercice du mandat de commissaire donnent lieu à une intervention dans les formes et conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Les montants perçus indûment par le commissaire du Gouvernement sont remboursés à l'organisme qui a versé le trop-perçu.

Le montant total perçu par une personne non-élue en contrepartie de l'exécution de l'ensemble de ses mandats publics est égal ou inférieur à 50% du montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants.

Les règles prévues au présent article s'appliquent à l'ensemble des actes de désignation des commissaires du Gouvernement, en ce compris les actes adoptés antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente disposition.

### CHAPITRE III. — Dispositions transitoires

**Art. 31.** Cessent d'être en vigueur à la date de la désignation de l'ensemble des membres de la Commission de déontologie et d'éthique, en application de l'article 5 de l'accord de coopération du 13 mars 2014 entre la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne portant création d'une Commission de déontologie et d'éthique :

1° l'article 15/2, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public;

2° à l'article 15/3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, les mots « et 10° »;

3° l'article 15/4, § 1<sup>er</sup>, 4°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public;

4° l'article 15bis, § 1<sup>er</sup>, 10°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public;

5° l'article 19/3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public;

6° à l'article 19/4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, les mots « et 8 »;

7° l'article 19/5, § 1<sup>er</sup>, 4°, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public;

8° l'article 19bis, alinéa 8, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public.

**Art. 32.** Sans préjudice de l'article 15/6 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public inséré par l'article 10 du présent décret, pour l'année 2018, l'informateur institutionnel, transmet au Gouvernement, sous sa responsabilité, les informations visées à l'article 15/6, §§ 2 et 3, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, au plus tard pour le 30 juin 2018.

**Art. 33.** Par dérogation à l'article 15/2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et à l'article 19/3, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public les déclarations 2018 afférentes aux mandats, fonctions et professions exercés en 2017 devront être déposées au plus tard le 31 juillet 2018.

**Art. 34.** Concernant l'article 15bis, § 3, alinéa 4, 4°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, les primes sont plafonnées individuellement au pourcentage de rémunération tel qu'il était fixé dans les contrats en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Art. 35.** A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018, les rémunérations liées à l'exercice des mandats ainsi que les rémunérations liées à l'exercice des fonctions de gestionnaire au sein des organes de gestion seront octroyées conformément aux dispositions de l'article 15bis du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

**Art. 36.** Les gestionnaires visés par les incompatibilités de l'article 3/1 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, devront se conformer au plus tard pour le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

**Art. 37.** Les administrateurs publics visés par les incompatibilités de l'article 8, § 2, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, devront se conformer au plus tard pour le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 mars 2018.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

—————  
Note

(1) *Session 2017-2018.*

Documents du Parlement wallon, 1051 (2017-2018) N°s 1 à 10.

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 mars 2018.

Discussion.

Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/11985]

**29. MÄRZ 2018 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses zur Stärkung der Verwaltungsführung und Ethik innerhalb der wallonischen Einrichtungen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters*

**Artikel 1** - Artikel 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2016, wird wie folgt abgeändert:

a) es wird eine Ziffer 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"3/1 : "Exekutivbüro": das beschränkte Verwaltungsorgan, ungeachtet seiner Bezeichnung, das einen oder mehrere Verwalter mit einschließt und ermächtigt ist, einen Teil der Befugnisse des Verwaltungsorgans zu übernehmen;"

b) in Ziffer 12 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "anonymisierte" wird durch das Wort "personenbezogene" ersetzt;

2° die Wörter "in dem Vergütungsbericht über eine betroffene Person befindliche Daten, wobei Name und Vorname der Person" werden durch die Wörter "in dem Vergütungsbericht befindliche Daten über eine Person, die betroffen ist und deren Name und Vorname" ersetzt;

3° werden die Wörter "nicht übermittelt werden" durch die Wörter "übermittelt werden" ersetzt;

c) Ziffer 4° wird wie folgt abgeändert:

1° "4° "Einrichtung": eine juristische Person öffentlichen Rechts ; oder

eine Einheit, die von einer juristischen Person öffentlichen Rechts kontrolliert wird oder an der eine juristische Person öffentlichen Rechts eine qualifizierte Beteiligung hält;

d) er wird durch die Ziffern 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 und 24 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

13° "abgeleitetes Mandat": das vom öffentlichen Verwalter, Geschäftsführer oder Personalmitglied einer Einrichtung ausgeübte Mandat oder Amt, das ihm von der Einrichtung, der er bzw. es angehört, oder auf deren Vorschlag anvertraut wurde;

14° "öffentliches Mandat, öffentliches Amt und öffentlicher Auftrag politischer Art": jedes öffentliche Mandat, jedes öffentliche Amt oder jeder öffentliche Auftrag nach Artikel L5111-1 Ziffer 6 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung;

15° "Mandat, leitende Funktion oder Beruf, das/die /der unabhängig von ihrer/seiner Art sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt wird": Mandate, leitende Funktionen oder Berufe nach Artikel L5111-1 Ziffer 8 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung;

16° "Kontrollorgan": das in Anwendung des Artikels L5111-1 Ziffer 15 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung eingerichtete Kontrollorgan;

17° "Zusammenarbeitsabkommen vom 20. März 2014": das Zusammenarbeitsabkommen vom 20. März 2014 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft in Bezug auf die Verwaltungsführung bei der Durchführung der öffentlichen Mandate innerhalb der öffentlichen Einrichtungen und der von der öffentlichen Gewalt abgeleiteten Körperschaften;

18° "gesicherter elektronischer Weg": jede gesicherte Kommunikationsform zwecks der elektronischen Übermittlung von Informationen, die von dem Kontrollorgan ausgehen oder die an dieses im Rahmen seiner Zuständigkeiten gerichtet werden, und zwar gemäß den von der Regierung unter Einhaltung der in Artikel 5 des Dekrets vom 27. März 2014 über die Mitteilungen auf elektronischem Weg zwischen den Benutzern und den wallonischen öffentlichen Behörden festgelegten Anforderungen bestimmten Modalitäten;

19° "Sonderfunktion": der Vorsitzende oder stellvertretende Vorsitzende der Ausschüsse, die vom Verwaltungsrat bezeichnet werden;

20° "juristische Person öffentlichen Rechts": die Wallonische Region, die wallonischen Gemeinden, die wallonischen Provinzen, die wallonischen Interkommunalen und die anderen, durch ein Dekret oder einen Erlass der Wallonischen Regierung gebildeten juristischen Personen, die keine Gesellschaft oder Vereinigung sind, an der die öffentlichen Behörden eine qualifizierte Beteiligung halten;

21° "Beteiligung": eine Beteiligung am Kapital oder Sozialfonds einer Einheit;

22° "qualifizierte Beteiligung": eine Beteiligung am Kapital oder Sozialfonds einer Einheit, die der Person oder Einheit, die den Anteil erworben hat, ermöglicht, entweder die Verabschiedung eines Beschlusses durch die Organe dieser Einheit kraft des auf die Einheit anwendbaren Gesetzes, ihrer Statute oder einer Vereinbarung zu verhindern, oder einen oder mehrere Verwalter kraft des auf die Einheit anwendbaren Gesetzes, ihrer Statute oder einer Vereinbarung zu benennen;

23° "Einheit": jede andere Struktur privaten oder öffentlichen Rechts mit eigener Rechtspersönlichkeit als eine juristische Person öffentlichen Rechts;

24° "öffentliches Mandat": ein öffentliches Mandat gemäß Artikel 1 §<usb>2 Ziffer 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2014 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft in Bezug auf die Verwaltungsführung bei der Durchführung der öffentlichen Mandate innerhalb der öffentlichen Einrichtungen und der von der öffentlichen Gewalt abgeleiteten Körperschaften";

e) er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Was den Absatz 1 Ziffer 3/1 betrifft, setzt sich das Exekutivbüro aus dem Vorsitzenden, dem stellvertretenden Vorsitzenden und höchstens fünfundzwanzig Prozent der Verwaltungsratsmitgliedern, einschließlich des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden zusammen. Der Geschäftsführer nimmt an dem Exekutivbüro als Gast teil.

**Art. 2** - Artikel 3 desselben Dekrets wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Paragraph 6 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt: "Der Geschäftsführer, der öffentliche Verwalter und der Beobachter dürfen keine juristische Person sein.";

2° Paragraph 7 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 7. Die Artikel 1 bis 16 einschließlich, 18, 18bis und 19 des vorliegenden Dekrets finden Anwendung auf jeden öffentlichen Verwalter und jeden Geschäftsführer, der seine Funktionen in den Einheiten ausübt, in denen die in Paragraph 1 erwähnten Einrichtungen direkt oder indirekt eine qualifizierte Beteiligung halten.

In Abweichung von Absatz 1 finden die Artikel 1 bis 16, 18, 18bis und 19 keine Anwendung auf die öffentlichen Verwalter und Geschäftsführer:

1° der Einheiten, in denen eine Einrichtung eine zeitweilige Beteiligung hält, einschließlich einer qualifizierte Beteiligungen, wenn sie diese Beteiligung ausschließlich zum Zweck der Unterstützung der Gründung, Entwicklung oder Umstrukturierung eines Unternehmens im Sinne von Artikel I. 1 Ziffer 1 des Wirtschaftsgesetzbuches hält, die keinen öffentlichen Dienst betreiben und/oder denen keine Eigenschaft der öffentlicher Gewalt übertragen wird;

2° für die auf vorherigen und begründeten schriftlichen Antrag der betroffenen Einheit eine begründete Abweichung durch Erlass der Regierung gewährt wurde.

Für die Einheiten, in denen eine Einrichtung eine qualifizierte Beteiligung hält, wird vor der Anwerbung oder jeder Änderung der Vergütung der Geschäftsführer eine vergleichende Vergütungsstudie durchgeführt.";

3° Es wird ein § 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die lokale Gesellschaft mit einer bedeutenden öffentlicher Beteiligung im Sinne von Artikel L5111-1, Absatz 1 Ziffer 10 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung fällt in den Anwendungsbereich der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets nicht."



**Art. 3** - In Kapitel I desselben Dekrets wird ein Artikel 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 3/1 - Die Funktion des Geschäftsführers ist unvereinbar mit:

- 1° dem Mandat des Mitglieds eines Gemeinde- oder Provinzkollegiums;
- 2° dem Mandat des Vorsitzenden eines Gemeinde- oder Provinzkollegiums;
- 3° dem Mandat von Mitgliedern des Europäischen Parlaments, der föderalen gesetzgebenden Kammern oder des Parlaments einer Region oder Gemeinschaft;
- 4° einem Mandat als öffentlicher Verwalter innerhalb der Einrichtung, deren Geschäftsführer er ist.

Der Inhaber einer Funktion als Geschäftsführer, der über die Eigenschaft als Kabinettschef oder als beigeordneter Kabinettschef eines Mitglieds der föderalen Regierung oder einer föderierten Gebietskörperschaft oder eines Staatssekretärs der Region Brüssel verfügt oder diese erhält, gilt als verhindert.

Der Geschäftsführer nimmt am Verwaltungsrat mit beratender Stimme teil."

**Art. 4** - In Artikel 8 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 7. April 2011, wird der Paragraph 2 durch Folgendes ersetzt:

" § 2. Außerdem ist das Mandat des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder die Ausübung besonderer Funktionen innerhalb einer Einrichtung unvereinbar mit der Eigenschaft als Kabinettsmitglied des:

- 1° Ministers der Regierung, von der die Einrichtung abhängt;
- 2° Ministerpräsidenten und der Vizepräsidenten der Regierung."

**Art. 5** - In Artikel 15 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 24. November 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "anonymisierten und individuellen" durch die Wörter "individuellen und personenbezogenen" ersetzt;

2° in Paragraph 2 Ziffer 2 werden die Wörter "über die Mandate und damit verbundenen Vergütungen, die diese öffentlichen Verwalter in den juristischen Personen, in denen die Einrichtung Anteile hält oder zu deren Funktionieren sie beiträgt, erhalten haben und in denen die öffentlichen Verwalter auf ihren Vorschlag benannt worden sind" durch die Wörter "über die Vergütungen bezüglich der abgeleiteten Mandate, die der Einrichtung, der die Person, die das abgeleitete Mandat ausübt, angehört, direkt gezahlt werden" ersetzt;

3° Paragraph 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Vergütungsbericht enthält für die Beobachter die in Absatz 1 Ziffer 1 erwähnten Informationen";

4° in Paragraph 3 Absatz 1 wird die Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

"3° die vollständigen Informationen über die Vergütungen bezüglich der abgeleiteten Mandate, die der Einrichtung, der die Person, die das abgeleitete Mandat ausübt, angehört, direkt gezahlt werden";

5° in Paragraph 6 Absatz 1 werden die Wörter "nicht anonymisierten" durch das Wort "personenbezogenen" ersetzt.

**Art. 6** - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein Artikel 15/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 15/1 - § 1. Die öffentlichen Verwalter und Geschäftsführer unterliegen der Verpflichtung, dem Kontrollorgan eine jährliche Erklärung der Mandate, Funktionen und Vergütung vorzulegen. Wenn sie dieser Verpflichtung ebenfalls aufgrund des fünften Teils des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung unterliegen, wird ihre Erklärung über die für die Erklärungspflichtigen erstellten Formulare gemäß des besagten Kodex übermittelt. Der öffentliche Verwalter, der eine Funktion als Geschäftsführer nach den in Paragraph 2 angeführten Angaben ausübt, reicht eine einzige Erklärung ein.

§ 2. Die von dem öffentlichen Verwalter ausgefüllte Erklärung enthält für das Jahr, das demjenigen vorhergeht, in dem die Erklärung ausgefüllt wird, folgende Abschnitte:

1° Angabe der Mandate als öffentlicher Verwalter, sowie des Betrags der als Gegenleistung für die Ausübung dieser Mandate als öffentlicher Verwalter gezahlten Vergütung und der damit verbundenen Naturalvergütungen – Abschnitt 1;

2° Angabe der von der Einrichtung, innerhalb deren der öffentliche Verwalter sein Mandat ausübt, anvertrauten oder vorgeschlagenen Mandate – Abschnitt 2;

3° Angabe der öffentlichen Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art, sowie der Beträge der als Gegenleistung für die Ausübung dieser öffentlichen Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art gezahlten Anwesenheitsgelder und Vergütungen und der damit verbundenen Naturalvergütungen – Abschnitt 3;

4° Angabe der Funktionen als Geschäftsführer, sowie des Betrags der als Gegenleistung für die Ausübung dieser Funktionen als Geschäftsführer gezahlten Vergütung und der damit verbundenen Naturalvergütungen – Abschnitt 4;

5° Angabe der Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe, welcher Art auch immer, die sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt wird – Abschnitt 5.

Was Absatz 1 Ziffer 5 betrifft, wird in der Erklärung angegeben, für welche dieser Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe Anwesenheitsgelder, Vergütungen oder Naturalvergütungen gewährt werden.

§ 3. Die von dem Geschäftsführer ausgefüllte Erklärung enthält für das Jahr, das demjenigen vorhergeht, in dem die Erklärung ausgefüllt wird, folgende Abschnitte:

1° Angabe der Funktion als Geschäftsführer, sowie des Betrags der als Gegenleistung für die Ausübung dieser Funktionen als Geschäftsführer gezahlte Vergütung und der damit verbundenen Naturalvergütungen – Abschnitt 1;

2° Angabe der Funktionen, die die Folge der Funktion als Geschäftsführer sind – Abschnitt 2;

3° Angabe der öffentlichen Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art, sowie der Beträge der als Gegenleistung für die Ausübung dieser öffentlichen Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art gezahlten Anwesenheitsgelder und Vergütungen und der damit verbundenen Naturalvergütungen – Abschnitt 3;

4° Angabe der Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe, welcher Art auch immer, die sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt wird.

Was Absatz 1 Ziffer 4 betrifft, wird in der Erklärung angegeben, für welche dieser Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe Anwesenheitsgelder, Vergütungen oder Naturalvergütungen gewährt werden – Abschnitt 4.

**Art. 7** - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein Artikel 15/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 15/2 - § 1. Spätestens am 1 Juni eines jeden Jahres übermitteln der öffentliche Verwalter und der Geschäftsführer dem Kontrollorgan per Einschreiben, auf gesichertem elektronischem Wege oder gemäß den vom Kontrollorgan festgelegten Modalitäten eine Erklärung, die die in Artikel 15/1 erwähnten Abschnitte enthält.

Die Steuerzettel, mittels deren das Kontrollorgan die in Absatz 1 erwähnten Vergütungen kontrollieren kann, werden von dem öffentlichen Verwalter und dem Geschäftsführer der Erklärung beigelegt.

Die Muster der Erklärung werden von dem Kontrollorgan erstellt.

Das Kontrollorgan ist für die Bearbeitung im Sinne des Artikels 1 § 4 Absatz 2 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten verantwortlich.

Das Kontrollorgan bewahrt die ihm übermittelten Erklärungen und in Absatz 2 erwähnten Steuerzettel während eines Zeitraums von zehn Jahren auf. Nach Ablauf dieser Frist sorgt es für deren Vernichtung.

§ 2. Unbeschadet der im fünften Teil des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung erwähnten Aufgaben, hat das Kontrollorgan folgende Aufgaben:

- 1° Überprüfung der Übereinstimmung aller Erklärungen mit den Bestimmungen der Artikel 15/1 und 15/2 ;
- 2° Überprüfung der Einhaltung der Verpflichtungen in Sachen Vergütungshöchstbeträge und der Naturalvergütungen laut Artikel 15bis § 1 Absatz 1 Ziffer 3;
- 3° Überprüfung der Einhaltung des Höchstbetrags laut Artikel 15bis § 1 Absatz 1 Ziffer 10;
- 4° Überprüfung der Einhaltung des Vergütungshöchstbetrags laut Artikel 15bis § 3 Absätze 1 und 2.

Das Kontrollorgan kann sich von der Person, die seiner Kontrolle unterliegt, ihren Steuerbescheid der Heberolle, ihre Steuererklärung, sowie jede andere Rechnungsunterlage oder jeden Beleg, über den sie verfügt, übermitteln lassen.

Es kann ebenfalls ihre Anhörung vornehmen.

Falls Anzeichen von Verstößen gegen die in den in Absatz 1 erwähnten Artikeln vorgesehenen Verpflichtungen vorliegen, kann sich das Kontrollorgan von jeder Drittperson das Steuerbescheid der seiner Kontrolle unterliegenden Person, ihre Steuererklärung sowie jede Rechnungsunterlage oder jeden Beleg, über den sie verfügt, übermitteln lassen. Es kann ebenfalls die Anhörung dieser Drittperson vornehmen lassen.

§ 3. Das Kontrollorgan erstellt ein Kataster der Mandate für jeden öffentlichen Verwalter und Geschäftsführer. Dieses Kataster enthält die von dem Erklärungsspflichtigen in den Abschnitten seiner Erklärung, wie sie in Artikel 15/1 aufgezählt werden, übermittelten Angaben.

Dieses Kataster wird jährlich im *Belgischen Staatsblatt* sowie auf der Internetseite der Region veröffentlicht.

Die Veröffentlichung erfolgt spätestens am 31. Dezember des Jahres, das auf das Jahr folgt, während dem die Ämter und Mandate ausgeübt wurden.

Die Liste der öffentlichen Verwalter und Geschäftsführer, die die in Artikel 15/1 erwähnten Erklärungen nicht nach Ablauf des in Artikel 15/3 vorgesehenen Verfahrens zur Überprüfung der Erklärungen vorgelegt haben, wird im *Belgischen Staatsblatt* sowie auf der Internetseite der Region gleichzeitig mit der Veröffentlichung des Katasters veröffentlicht.

Wenn der öffentliche Verwalter oder Geschäftsführer innerhalb einer Frist von zwei Monaten nach der Veröffentlichung des Katasters einen Unterschied zwischen dem veröffentlichten Kataster und der von ihm an das Kontrollorgan gerichteten Erklärung feststellt, übermittelt er diesem per Einschreiben oder gemäß dem vom Kontrollorgan festgelegten Modalitäten eine Berichtigung. Das Kontrollorgan stellt sicher, dass die Berichtigung im *Belgischen Staatsblatt* und auf der Internetseite der Region veröffentlicht wird.

Die von dem öffentlichen Verwalter oder Geschäftsführer zwischen dem 15. November und der Veröffentlichung des Katasters vorgenommenen Berichtigungen können nicht für die Veröffentlichung berücksichtigt werden, die spätestens am 31. Dezember erfolgt.

Das Kontrollorgan stellt sicher, dass die spätere Berichtigung im *Belgischen Staatsblatt* und auf der Internetseite der Region veröffentlicht wird.

Das Personal des Kontrollorgans ist gemäß Artikel 458 des Strafgesetzbuches an das Berufsgeheimnis gebunden. Es kann nur unter Beachtung der in dem vorliegenden Dekret vorgesehenen Bekanntmachungsvorschriften Informationen über die Ausübung seiner Aufgaben verbreiten.

§ 4. Der Rechnungshof überprüft mindestens alle drei Jahre die von dem Kontrollorgan eingeleiteten Prozesse.“

**Art. 8** - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein Artikel 15/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 15/3 - § 1. Das Kontrollorgan erstellt ein Gutachten gegen den öffentlichen Verwalter oder Geschäftsführer, wenn es feststellt, dass keine Erklärung vorliegt, obwohl diese erforderlich ist, wenn es eine Anomalie feststellt oder eine Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen der Artikel 15/1, 15/2, 15bis § 1 Absatz 1 Ziffern 3 und 10 und 15bis § 3 Absätze 1 und 2 vermutet.

Das in Absatz 1 erwähnte Gutachten:

- 1° enthält die Verstöße, die dem öffentlichen Verwalter oder Geschäftsführer vorgeworfen werden könnten;
- 2° wird der betroffenen Person per Einschreiben zugestellt.

Je nach Fall ist die in Absatz 2 Ziffer 2 erwähnte betroffene Person der öffentliche Verwalter oder der Geschäftsführer.

§ 2. Die betroffene Person verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen ab der Zustellung des Gutachtens, um ihre Bemerkungen oder ihre berichtigte Erklärung eventuell zusammen mit einem Antrag auf Anhörung per Einschreiben an das Kontrollorgan geltend zu machen.

Wenn die Anhörung ersucht wird, findet sie innerhalb einer Frist von vierzig Tagen ab dem Datum des Eingangs des in Absatz 1 erwähnten Einschreibens beim Kontrollorgan statt. Der betroffenen Person kann ein Berater beistehen.

Es wird ein Protokoll der Anhörung erstellt, das der betroffenen Person innerhalb von acht Tagen nach der Anhörung per Einschreiben übermittelt wird. Diese verfügt über eine Frist von drei Tagen ab dem Erhalt des Protokolls, um ihre Bemerkungen per Einschreiben geltend zu machen. Mangels dessen gilt das Protokoll als endgültig.

Das Kontrollorgan trifft seinen Beschluss innerhalb von:

- 1° fünfundsiebzig Tagen ab der Zustellung seines Gutachtens, wenn die betroffene Person nicht reagiert hat;
- 2° fünfundsiebzig Tagen ab dem Erhalt der Bemerkungen oder der berichtigten Erklärung des Mandatträgers, wenn keine Anhörung der betroffenen Person stattgefunden hat;
- 3° fünfundsiebzig Tagen ab der endgültigen Erstellung des Protokolls der Anhörung, wenn diese stattgefunden hat.

Das Kontrollorgan übermittelt der betroffenen Person seinen Beschluss per Einschreiben.

Das Kontrollorgan übermittelt das in Paragraph 1 Absatz 1 erwähnte Gutachten innerhalb von elf Monaten nach dem Eingang der Erklärung.

Die Erklärung gilt als übereinstimmend mit den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets für das Bezugsjahr, wenn das Kontrollorgan das in Paragraph 1 Absatz 1 erwähnte Gutachten nicht fristgerecht übermittelt hat.

§ 3. Der Beschluss des Kontrollorgans bezieht sich auf das Vorhandensein und die Übereinstimmung der Erklärungen mit den in Artikel 15/2 § 2 Absatz 1 erwähnten Bestimmungen, die Gegenstand des in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Verfahrens sind. Er enthält gegebenenfalls die Abrechnung der zu viel erhaltenen Beträge, die der öffentliche Verwalter oder Geschäftsführer in der Vergangenheit bezogen hat, und die Bedingungen für deren Rückzahlung.

Das Kontrollorgan übermittelt den Beschluss der Behörde, die das Mandat der betroffenen Person anvertraut hat oder die den Geschäftsführer bezeichnet hat.

Die betroffene Person zahlt die in Absatz 1 erwähnten zu viel erhaltenen Beträge innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang der Zustellung des Beschlusses des Kontrollorgans zurück.

Das Kontrollorgan kann die in Absatz 3 erwähnte Frist um einen von ihm festgelegten Zeitraum verlängern, wenn der Betreffende innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Zustellung des Beschlusses per Einschreiben die außergewöhnlichen Gründe seines Ersuchens geltend macht.

Die Rückzahlung der von dem öffentlichen Verwalter zu viel erhaltenen Beträge unter Berücksichtigung des Artikels 15bis § 1 Ziffer 10 erfolgt zugunsten der Einrichtungen, in denen er seine entlohnten Mandate innehat, proportional zu dem zu viel erhaltenen Betrag.

Die Rückzahlung der von dem öffentlichen Verwalter oder Geschäftsführer zu viel erhaltenen Beträge erfolgt zugunsten der Einrichtung, die den zu viel erhaltenen Betrag gezahlt hat.

Die betroffene Person übermittelt dem Kontrollorgan unverzüglich den Nachweis der Rückzahlung.“

**Art. 9** - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein Artikel 15/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 15/4 - § 1. Die Behörde, die öffentliche Mandate anvertraut hat, kann nach dem in Paragraph 2 erwähnten Verfahren die öffentlichen Mandate widerrufen, wenn die betroffene Person:

- 1° keine Erklärung eingereicht hat;
- 2° wissentlich eine falsche Erklärung ausgefüllt hat;
- 3° die irrigerweise bezogenen Beträge nicht innerhalb der eingeräumten Frist zurückgezahlt hat;
- 4° die in Artikel 15bis § 1 Absatz 1 Ziffer 10 vorgesehenen Verpflichtungen nicht eingehalten hat.

§ 2. Das Kontrollorgan übermittelt der betroffenen Person per Einschreiben eine Notifizierung der Tatsachen, die Grund für den Widerruf sein könnten.

Die Behörde, die das öffentliche Mandat anvertraut hat, kann frühestens zwanzig Tage nach der Übermittlung der Notifizierung, und nachdem sie die betroffene Person, falls diese es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters ihrer Wahl innerhalb einer Frist von acht Tagen ab dem Eingang der Notifizierung angehört hat, den Widerruf feststellen.

Der Beschluss der Behörde erfolgt innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat, der auf das Ende des in den Absätzen 1 und 2 beschriebenen Verfahrens folgt.

Dieser Beschluss wird der betroffenen Person zugestellt.

Im Falle eines Widerrufs der Mandate wird der Beschluss ebenfalls dem Organ zugestellt, in dem die betroffene Person die Mandate innehat, die Gegenstand des Widerrufs waren.

Ist der betroffenen Person der Grund für den Widerruf nach Erhalt der in Absatz 3 erwähnten Zustellung bekannt und übt sie ihr Amt trotzdem weiterhin aus, setzt sie sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus.

Gegen diesen Beschluss kann Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht. Er wird innerhalb von fünfzehn Tagen ab seiner Zustellung eingereicht.“

**Art. 10** - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein Artikel 15/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 15/5 - Die Person, deren öffentliches Mandat in Anwendung des Artikels 15/4 widerrufen worden ist, kann während eines Zeitraums von zwei Jahren ab der Zustellung des Widerrufsbeschlusses nicht mehr für dieses Mandat benannt werden.“

**Art. 11** - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein Artikel 15/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 15/6 - § 1. Die Regierung erstellt ein Register der Einrichtungen, das die gesamten öffentlichen Mandate der Verwalter und die Ämter der dort benannten Geschäftsführer enthält.

Das in Absatz 1 erwähnte Register:

- 1° wird dem in Artikel L6411-1 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung erwähnten Register beifügt;
- 2° wird auf der Grundlage der Daten erstellt, die ein institutioneller Informationsbeauftragter unter seiner Verantwortung der Regierung übermittelt.

Die Regierung bestimmt die zu übermittelnden Daten, die Modalitäten für die Übermittlung und Veröffentlichung der gesammelten Informationen.

Der institutionelle Informationsbeauftragte ist der Geschäftsführer oder dessen Beauftragter. Gegebenenfalls übermittelt der Geschäftsführer der Regierung die Bezeichnung seines Beauftragten.

§ 2. Spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Berufung der Verwalter, Mitglieder der Verwaltungsorgane der Einrichtung, oder innerhalb von dreißig Tagen auf Antrag der Regierung übermittelt der institutionelle Informationsbeauftragte unter seiner Verantwortung:

1° die Liste der internen Organe der Einrichtung, sowie die Identität der dort ernannten Mandatsträger und der Geschäftsführer, einschließlich ihrer Nationalregisternummer;

2° die Liste gesamten Tochtergesellschaften, die von der Einrichtung oder einer ihrer Tochtergesellschaften gehalten sind, sowie die Identität der dort ernannten Mandatsträger und der Geschäftsführer, einschließlich ihrer Nationalregisternummer.

Der institutionelle Informationsbeauftragte übermittelt unter seiner Verantwortung die in Absatz 1 erwähnten Informationen im kontinuierlichen Verfahren, sodass die Regierung bei jeder Änderung informiert wird.

§ 3. Der institutionelle Informationsbeauftragte stellt eine Liste der öffentlichen Verwalter und Geschäftsführer auf, die der in dem vorliegenden Dekret vorgesehenen Erklärungsfrist unterliegen, und setzt diese spätestens bis zum 30. April eines jeden Jahres von ihren Verpflichtungen in Kenntnis. Die Regierung oder das Kontrollorgan kann sich ohne jede Bedingung die Einhaltung der vorliegenden Bestimmung nachweisen lassen.

§ 4. Bei Nichteinhaltung der Bestimmungen von Paragraph 2 sendet die Regierung dem institutionellen Informationsbeauftragten ein Schreiben, in dem sie ihn an seine Verpflichtungen erinnert und dem sie eine Anordnung auf Übermittlung der geforderten Informationen innerhalb von dreißig Tagen ab der Zustellung des besagten Schreibens beifügt.

In Ermangelung einer Antwort innerhalb dieser Frist kann der institutionelle Informationsbeauftragte mit einer Strafe von hundert bis tausend Euro belegt werden.“.

**Art. 12** - In Artikel 15*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 7. April 2011 und abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Paragraphen 1 bis 3 werden durch Folgendes ersetzt:

“§ 1. Bei der Benennung des öffentlichen Verwalters bestimmt die Regierung auf Vorschlag des Aufsichtsministers die Formen, Beträge und Modalitäten für die Zuteilung seiner Vergütung unter Berücksichtigung des Tätigkeitsbereichs der Einrichtung und des Verantwortungsgrads unter Einhaltung folgender Regeln:

1° der öffentliche Verwalter kann Anwesenheitsgeld für seine Teilnahme an einer ganzen Sitzung erhalten;

2° nur der öffentliche Verwalter, der das Amt des Vorsitzenden oder des stellvertretenden Vorsitzenden ausübt, kann anstelle der in Ziffer 1 vorgesehenen Anwesenheitsgelder eine feste Vergütung und Naturalvergütungen unter Einhaltung der in Ziffer 3 vorgesehenen Höchstbeträge für die Ausübung seines Amtes innerhalb des Verwaltungsorgans erhalten;

3° die Bruttojahresvergütung eines öffentlichen Verwalters darf folgende Beträge nicht überschreiten:

a) 19.997,14 Euro für den Vorsitzenden des Verwaltungsrats;

b) 14.997,87 Euro für den stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats;

c) 4.999,28 Euro für einen Verwalter;

4° die Fahrtkosten, die durch Fahrten entstehen, die für die Bedürfnisse in Verbindung mit dem Mandat als öffentlicher Verwalter oder Beobachter durchgeführt werden, geben Anlass zu einer Beteiligung unter Beachtung der in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Formen und Bedingungen;

5° die öffentlichen Verwalter, die als statutarisches Personalmitglied oder im Rahmen eines Arbeitsvertragsverhältnisses innerhalb der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung ein Amt des Dienststranges A3 oder eines höheren Ranges oder eines gleichwertigen Ranges ausüben, sowie die Inhaber eines leitenden Amtes innerhalb des Direktionsausschusses einer wallonischen Einrichtung welcher Art auch immer haben kein Anrecht auf eine Vergütung;

6° der Beobachter erfüllt seine Aufgaben unentgeltlich;

7° unbeschadet der Ziffer 9 können nur die Sitzungen der Verwaltungsorgane, des Exekutivbüros, falls dieses gebildet wurde, und des Auditausschusses Anrecht auf die Gewährung von Anwesenheitsgeldern bis zu einer Anwesenheitsmarke pro Sitzung, an der der öffentliche Verwalter effektiv teilnimmt, oder auf die Gewährung einer Vergütung und Naturalvergütungen gegeben werden;

8° die Anzahl der Sitzungen, die Anrecht auf eine Anwesenheitsmarke geben, ist begrenzt:

a) auf zwölf pro Jahr für ein Hauptverwaltungsorgan;

b) auf achtzehn pro Jahr für ein Exekutivbüro;

c) auf drei pro Jahr für einen Auditausschuss;

9° ein und demselben öffentlichen Verwalter darf pro Tag nur eine Anwesenheitsmarke gewährt werden, was die Art und die Anzahl der Sitzungen, denen er innerhalb derselben Einrichtung beigewohnt hat, auch sein mag;

10° der von einer nicht gewählten Person als Gegenleistung für die Ausübung ihrer gesamten öffentlichen Mandate erhaltene Gesamtbetrag liegt höchstens bei 50 % des Betrags der von den Mitgliedern der Abgeordnetenkommission erhaltenen parlamentarischen Entschädigung.

Der von einer gewählten Person als Gegenleistung für die Ausübung ihrer gesamten öffentlichen Mandate erhaltene Gesamtbetrag liegt höchstens bei 150 % des Betrags der von den Mitgliedern der Abgeordnetenkommission erhaltenen parlamentarischen Entschädigung.

Betreffend die in Absatz 1 Ziffer 3 erwähnten Beträge, umfassen diese sämtliche Vergütungen jeglicher Art und sind an den Schwellenindex 138,01 des 1. Januar 1990 gebunden.

Betreffend den Absatz 1 Ziffer 5 wird die Vergütung als Gegenleistung für die Ausübung durch den öffentlichen Verwalter eines abgeleiteten Mandats der Einrichtung, der die Person, die das abgeleitete Mandat ausübt, angehört, direkt gezahlt.



Betreffend Absatz 1 Ziffer 10 wird das Mandat des Geschäftsführers, das entweder als Vollzeitbeschäftigung oder als Hauptaktivität im Rahmen von direkten oder indirekten Arbeitsverhältnissen, mit dem Status eines Lohnempfängers, eines Selbstständigen oder eines statutarischen Beamten ausgeübt wird, für die Berechnung des Höchstbetrags nicht berücksichtigt.

Unbeschadet des Mechanismus der Indexierung kann dem öffentlichen Verwalter keine Vergütung gewährt werden, die höher ist als diejenige, auf die ein innerhalb der betroffenen Einrichtung amtierender öffentlicher Verwalter, der dasselbe Amt ausübt, am 31. Dezember 2016 Anspruch hatte.

§ 1/1. Die in Paragraph 1 Ziffer 2 erwähnte Vergütung des Vorsitzenden und stellvertretenden Vorsitzenden wird für die Teilnahme an den gesamten Sitzungen der Verwaltungsorgane, denen die vorerwähnten Ämter beiwohnen müssen, berechnet. Falls eine Nichtteilnahme festgestellt wurde, wird der Betrag der Vergütung entsprechend herabgesetzt.

Für den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden, die nicht an der ganzen Sitzung teilgenommen haben, gilt, dass sie nicht teilgenommen haben. Eine völlige oder teilweise Abwesenheit von einer Sitzung eines Verwaltungsorgans wegen Krankheit, Mutterschaftsurlaub oder in Fällen höherer Gewalt wird nicht als Nichtteilnahme angesehen, wenn dieser Zustand ordnungsgemäß begründet wird.

Die Vergütung wird monatlich nachträglich ausgezahlt.

Der Verwaltungsrat der Einrichtung, die den Vorsitzenden und stellvertretenden Vorsitzenden entlohnt, fügt dem in Artikel 15 erwähnten Bericht eine jährliche zusammenfassende Notiz, in der die gezahlten Beträge und ihre Begründung für jeden Monat angegeben werden.

§ 2. Unter Beachtung der in Paragraph 1 erwähnten Höchstbeträge schlägt das Verwaltungsorgan der Generalversammlung für die dem Gesetzbuch über die Gesellschaften unterliegenden Einrichtungen bei der Benennung der öffentlichen Verwalter in Absprache mit den Aktionären und auf Vorschlag des Vergütungsausschusses die Formen, Beträge und Gewährungsmodalitäten ihrer Vergütung vor. Bei dieser Bestimmung wird dem Tätigkeitsbereich jeder Einrichtung Rechnung getragen.

§ 3. Der Höchstbetrag der Vergütung des Geschäftsführers einer Einrichtung beläuft sich auf 245.000,00 Euro brutto im Jahr.

Der Höchstbetrag der Vergütung von 245.000,00 Euro brutto im Jahr wird am 1. Januar eines jeden Jahres gemäß der folgenden Formel indiziert: der Höchstbetrag der Vergütung entspricht 245.000,00 Euro, multipliziert mit dem Index der Verbraucherpreise vom Dezember (Basis 2004) und geteilt durch 121,66 (Index der Verbraucherpreise vom Dezember 2012, Basis 2004).

Den Jahresbetrag der Vergütung erhält man, indem alle Bargeldbeträge und alle in Geldwert einschätzbaren Vorteile, auf die der Geschäftsführer als Gegenleistung zu seinem Mandat oder zu dessen Anlass Anspruch hat, zusammengezählt werden.

In Abweichung von Absatz 3 sind von der Vergütung ausgeschlossen:

1° die als Rückzahlung der auf Rechnung von der Einrichtung ausgelegten Kosten bezogenen Beträge, sofern sie unter Beachtung der anwendbaren steuerrechtlichen Bestimmungen festgelegt werden;

2° die Vorteile jeglicher Art, die sich aus der Privatnutzung von Arbeitsmitteln wie Mobiltelefon und Laptop ergeben, einschließlich des ggf. zur Verfügung gestellten Autos, sofern die Steuerregeln angewandt werden;

3° die Prämien der Haftpflichtversicherung, der Versicherung zur Verteidigung vor Gericht und derjenigen, die von dem Arbeitgeber zur Deckung der ausgelegten Kosten wegen des Gesundheitszustands des Geschäftsführers übernommen werden;

4° für das Vertragspersonal die zusätzlichen Pensionspläne mit festem Beitrag, deren Prozentsatz und Bedingungen auf das gesamte Personal der Einrichtung auf gleiche Weise anwendbar sind.

Betreffend Absatz 4 Ziffer 2 werden die Arbeitsmittel von dem Geschäftsführer nach Ablauf des Arbeitsverhältnisses zurückgegeben.

Die Einrichtung kann dem Geschäftsführer Folgendes gewähren:

1° gestattet werden nur die zusätzlichen Pensionspläne mit festem Beitrag, die sich auf die Zahlung eines festen Arbeitgeberanteils beziehen, der als Prozentsatz der Vergütung in einem Zeitraum, in dem der Geschäftsführer tatsächlich in dieser Eigenschaft von der Einrichtung beschäftigt wird, ausgedrückt wird;

2° die eventuelle variable Vergütung wird auf zwanzig Prozent der jährlichen Brutto-Gesamtvergütung begrenzt.

Der jährliche Bruttogesamtbetrag der in Absatz 6 Ziffer 2 erwähnten variablen Vergütung wird bei der Berechnung des Vergütungshöchstbetrags im Sinne von Paragraph 3 Absätze 1 und 2 berücksichtigt.

Die in Absatz 6 Ziffer 2 erwähnte variable Vergütung wird unter Berücksichtigung von messbaren Zielen finanzieller oder sonstiger Art bestimmt, die mindestens sechs Monate im Voraus festgelegt werden.

Die Einrichtung gewährt dem Geschäftsführer folgende Elemente nicht:

1° eine Vergütung in der Form einer Aktie, Aktienoption oder jegliches Produkts ähnlicher Art;

2° bei freiwilligem oder zugestimmtem Ausscheiden des Geschäftsführers, eine Abschiedsprämie, ungeachtet deren Namen oder Art, einschließlich der Zuwendungen, und dies unbeschadet der eventuellen, aufgrund einer Konkurrenzklausele geschuldeten Entschädigungen;

3° bei einem Ausscheiden infolge der einseitigen Auflösung des Arbeitsverhältnisses durch die Einrichtung oder im Falle einer Auflösung der Letzteren, jede andere Abgangentschädigung als diejenige, die durch die auf die Arbeitsverhältnisse anwendbare Regelung vorgesehen ist.

Bei Teilzeitausübung des Amtes als Geschäftsführer wird der Höchstbetrag der Vergütung im Verhältnis zur vereinbarten Arbeitszeit berechnet.

Kein anderes Personalmitglied hat Anspruch auf eine Vergütung und Vorteile, die den in § 3 Absatz 1 festgelegten Höchstbetrag überschreiten, mit Ausnahme der jeweils in Artikel 8 Absatz 1 Ziffer 4 und Artikel 9 des koordinierten Gesetzes vom 10. Juli 2008 über die Krankenhäuser und andere Pflegeeinrichtungen erwähnten Krankenhausärzte und Fachkräfte der Gesundheitspflege.“;



2° die Paragraphen 4 und 5 werden außer Kraft gesetzt;

3° Paragraph 6 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 6. Die Vergütung als Gegenleistung für die Ausübung durch den Geschäftsführer oder ein Personalmitglied einer Einrichtung eines abgeleiteten Mandats wird der Einrichtung, der die Person, die das abgeleitete Mandat ausübt, angehört, direkt gezahlt.

4° in Paragraph 9 Absatz 3 werden die Wörter “oder als Regierungskommissar” zwischen die Wörter “Mandat als Verwalter” und “auf Beschluss der Regierung” eingefügt;

5° in Paragraph 10 wird Absatz 3 durch folgenden Satz ergänzt:

“Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende des Verwaltungsrates gehören nicht dem Vergütungsausschuss an.”;

6° er wird durch die Paragraphen 12 und 13 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 12. Die von dem öffentlichen Verwalter, Beobachter oder Geschäftsführer unberechtigterweise bezogenen Beträge werden der Einrichtung, die den zu viel erhaltenen Betrag gezahlt hat, zurückerstattet.

§ 13. Die in dem vorliegenden Artikel vorgesehenen Regeln finden auf die gesamten Benennungsurkunden der öffentlichen Verwalter, Beobachter und Geschäftsführer und auf die gesamten, zwischen der Einrichtung und dem Geschäftsführer abgeschlossenen Verträge Anwendung, einschließlich der vor oder nach dem Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmung abgeschlossenen Verträge oder verabschiedeten Urkunden.”.

**Art. 13** - Der Artikel 15<sup>ter</sup> desselben Dekrets ist aufgehoben.

**Art. 14** - In dasselbe Dekret wird ein Kapitel III<sup>ter</sup> mit der Überschrift “Auditausschuss” eingefügt”.

**Art. 15** - In das durch Artikel 14 eingefügte Kapitel III<sup>ter</sup> wird ein Artikel 15<sup>quater</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 15<sup>quater</sup> - § 1. Das Verwaltungsorgan einer Einrichtung bildet aus seiner Mitte einen Vergütungsausschuss. Der Auditausschuss setzt sich aus Verwaltungsratsmitgliedern zusammen, die keine Mitglieder des Exekutivbüros sind.

Die Höchstanzahl der Mitglieder des Auditausschusses darf nicht mehr als fünfundzwanzig Prozent der Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrates betragen.

Der Vorsitzende des Auditausschusses wird von den Mitgliedern des Ausschusses bezeichnet.

Mindestens ein Mitglied des Auditausschusses verfügt über eine praktische Erfahrung oder technische Kenntnisse in Sachen Buchhaltung oder Audit.

Der Geschäftsführer der Einrichtung wird mit beratender Stimme zu den Versammlungen geladen.

§ 2. Der Verwaltungsrat bestimmt die Aufgaben des Auditausschusses, zu denen mindestens folgende Aufgaben gehören:

1° die Mitteilung an den Verwaltungsrat von Informationen über die Ergebnisse der gesetzlichen Kontrolle des Jahresabschlusses und von Erklärungen über die Art und Weise wie die gesetzliche Kontrolle des Jahresabschlusses und gegebenenfalls der konsolidierten Rechnungen zur Integrität der finanziellen Information beigetragen hat, und über die Rolle, die der Auditausschuss im Verfahren spielt hat;

2° die Überwachung des Verfahrens zur Ausarbeitung der finanziellen Information und zur Abgabe von Empfehlungen oder Vorschlägen zur Sicherung deren Integrität;;

3° die Überwachung der Effizienz der Systeme für die interne Kontrolle und das Risikomanagement der Einrichtung sowie der Überwachung des internen Audits und dessen Effizienz;

4° die Überwachung der gesetzlichen Kontrolle des Jahresabschlusses, einschließlich der Weiterbehandlung der vom Regierungskommissar vorgebrachten Fragen und Empfehlungen;

Der Auditausschuss erstattet dem Verwaltungsrat regelmäßig Bericht über die Ausführung seiner Aufgaben, zumindest bei der Erstellung durch diesen des Jahresabschlusses.”.

*KAPITEL II — Abänderungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses*

**Art. 16** - Artikel 2 des Dekrets vom 2. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesse, abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2016 wird folgendermaßen abgeändert:

a) es wird eine Ziffer 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“3/1 : “Exekutivbüro”: das beschränkte Verwaltungsorgan, ungeachtet seiner Bezeichnung, das einen oder mehrere Verwalter mit einschließt und ermächtigt ist, einen Teil der Befugnisse des Verwaltungsorgans zu übernehmen;”;

b) in Ziffer 7 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort “anonymisierte” wird durch das Wort “personenbezogene” ersetzt;

2° die Wörter “in dem Vergütungsbericht über eine betroffene Person befindliche Daten, wobei Name und Vorname der Person” werden durch die Wörter “in dem Vergütungsbericht befindliche Daten über eine Person, die betroffen ist und deren Name und Vorname” ersetzt;

3° werden die Wörter “nicht übermittelt werden” durch die Wörter “übermittelt werden” ersetzt;

c) er wird mit den Ziffern 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14° und 15° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“8° “öffentliches Mandat, öffentliches Amt und öffentlicher Auftrag politischer Art”: jedes öffentliche Mandat, jedes öffentliche Amt oder jeder öffentliche Auftrag nach Artikel L5111-1 Ziffer 6 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung;

9° “Mandat, leitende Funktion oder Beruf, das/die /der unabhängig von ihrer/seiner Art sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt wird”: Mandate, leitende Funktionen oder Berufe nach Artikel L5111-1 Ziffer 8 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung;

10° "Kontrollorgan": das in Anwendung des Artikels L5111-1 Ziffer 15 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung eingerichtete Kontrollorgan;

11° "Zusammenarbeitsabkommen vom 20. März 2014": das Zusammenarbeitsabkommen vom 20. März 2014 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft in Bezug auf die Verwaltungsführung bei der Durchführung der öffentlichen Mandate innerhalb der öffentlichen Einrichtungen und der von der öffentlichen Gewalt abgeleiteten Körperschaften;

12° "gesicherter elektronischer Weg": jedes gesicherte Kommunikationsmittel zwecks der elektronischen Übermittlung von Informationen, die von dem Kontrollorgan ausgehen oder die an dieses im Rahmen seiner Zuständigkeiten gerichtet werden, und zwar gemäß den von der Regierung unter Einhaltung der in Artikel 5 des Dekrets vom 27. März 2014 über die Mitteilungen auf elektronischem Weg zwischen den Benutzern und den wallonischen öffentlichen Behörden festgelegten Anforderungen bestimmten Modalitäten; ;

13° "Geschäftsführer": jede Person, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt ist, oder die innerhalb des mit der täglichen Geschäftsführung der Einrichtung beauftragten Organs tätig ist;

14° "abgeleitetes Mandat": das vom öffentlichen Verwalter, Geschäftsführer oder Personalmitglied einer Einrichtung ausgeübte Mandat oder Amt, das ihm von der Einrichtung, der er bzw. es angehört, oder auf deren Vorschlag anvertraut wurde;

15° "öffentliches Mandat": ein öffentliches Mandat gemäß Artikel 1 §<usb>2 Ziffer 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2014 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft in Bezug auf die Verwaltungsführung bei der Durchführung der öffentlichen Mandate innerhalb der öffentlichen Einrichtungen und der von der öffentlichen Gewalt abgeleiteten Körperschaften";

d) er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Was den Absatz 1 Ziffer 3/1 betrifft, setzt sich das Exekutivbüro aus dem Vorsitzenden, dem stellvertretenden Vorsitzenden und höchstens fünfundzwanzig Prozent der Verwaltungsratsmitgliedern, einschließlich des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden zusammen. Der Geschäftsführer nimmt an dem Exekutivbüro als Gast teil."

**Art. 17** - In Artikel 3 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Paragraph 1 wird er durch die Ziffer 42, 43 und 44 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"42° die Wallonische Investitionsgesellschaft für die Wallonie (Société régionale d'Investissement de Wallonie, SRIW);

43° die Gesellschaft "Brussels South Charleroi Airport" (BSCA)

44° die Flughafengesellschaft Bierset (Liège Airport)";

b) er wird durch einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Die in der in Ziffer 33 von Paragraf 1 genannten Einrichtung bestellten Regierungskommissare werden mit den in den Artikeln 10, 12, 13, 15, 16, 17, 18 und 19 des vorliegenden Dekrets erwähnten Aufgaben bei den folgenden Einrichtungen beauftragt:

- Wapinvest ;
- Sambrinvest ;
- Invest Mons Borinage centre ;
- Nivelinvest ;
- Namurinvest ;
- Luxembourg développement ;
- Meusinvest ;
- Ostbelgen-invest. »

**Art. 18** - In Artikel 10 desselben Dekrets werden zwischen die Wörter "dem Minister-Präsidenten," und " dem Aufsichtsminister" die Wörter "den Vizepräsidenten," eingefügt.

**Art. 19** - In Artikel 11 desselben Dekrets werden zwischen die Wörter "dem Minister-Präsidenten," und " dem Aufsichtsminister" die Wörter "den Vizepräsidenten," eingefügt.

**Art. 20** - In Artikel 12 desselben Dekrets werden zwischen die Wörter "dem Minister-Präsidenten," und " dem Aufsichtsminister" die Wörter "den Vizepräsidenten," eingefügt.

**Art. 21** - In Artikel 13 desselben Dekrets werden zwischen die Wörter "dem Minister-Präsidenten," und " dem Aufsichtsminister" die Wörter "den Vizepräsidenten," eingefügt.

**Art. 22** - In demselben Dekret wird der Titel von Kapitel III/1 durch Folgendes ersetzt:

"Rechte und Pflichten des Regierungskommissars".

**Art. 23** - In Artikel 19/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 24. November 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "anonymisierten und individuellen" durch die Wörter "individuellen und personenbezogenen" ersetzt;

2° in Paragraph 4 werden die Wörter "nicht anonymisierten" durch das Wort "personenbezogenen" ersetzt.

**Art. 24** - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 19/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 19/2 - § 1. Der Regierungskommissar unterliegt der Verpflichtung, dem Kontrollorgan eine jährliche Erklärung der Mandate, Funktionen und Vergütung vorzulegen. Wenn er dieser Verpflichtung ebenfalls aufgrund des fünften Teils des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung unterliegt, wird seine Erklärung über die für die Erklärungspflichtigen erstellten Formulare gemäß des besagten Kodex übermittelt.

§ 2. Die von dem Regierungskommissar ausgefüllte Erklärung enthält für das Jahr, das demjenigen vorhergeht, in dem die Erklärung ausgefüllt wird, folgende Abschnitte:

1°. Angabe der Mandate als Regierungskommissar sowie des Betrags der als Gegenleistung für die Ausübung dieser Mandate als Regierungskommissar gezahlten Vergütung – Abschnitt 1;

2°. Angabe der von der Einrichtung, innerhalb deren der Regierungskommissar sein Mandat ausübt, anvertrauten oder vorgeschlagenen Mandate – Abschnitt 2;

3°. Angabe der öffentlichen Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art, sowie der Beträge der als Gegenleistung für die Ausübung dieser öffentlichen Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art gezahlten Anwesenheitsgelder und Vergütungen und der damit verbundenen Naturalvergütungen – Abschnitt 3;

4°. Angabe der Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe, welcher Art auch immer, die sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt wird – Abschnitt 4.

Was Absatz 1 Ziffer 4 betrifft, wird in der Erklärung angegeben, für welche dieser Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe Anwesenheitsgelder, Vergütungen oder Naturalvergütungen gewährt werden.“.

**Art. 25** - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 19/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 19/3 - § 1. Spätestens am 1. Juni eines jeden Jahres übermittelt der Regierungskommissar dem Kontrollorgan per Einschreiben, auf gesichertem elektronischem Wege oder gemäß den vom Kontrollorgan festgelegten Modalitäten eine Erklärung, die die in Artikel 19/2 erwähnten Abschnitte enthält.

Die Steuerzettel, mittels deren das Kontrollorgan die in Absatz 1 erwähnten Vergütungen kontrollieren kann, werden von dem Regierungskommissar der Erklärung beigefügt, wenn er über solche Steuerzettel verfügt.

Die Muster der Erklärung werden von dem Kontrollorgan erstellt.

Der Regierungskommissar, der ein Mandat als öffentlicher Verwalter oder eine Funktion als Geschäftsführer im Sinne des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und des Dekrets vom 12. Februar 2004 über Statut des öffentlichen Verwalters für eine aufgrund von Artikel 138 der Verfassung geregelte Angelegenheit ausübt, reicht eine einzige Erklärung ein.

Das Kontrollorgan ist für die Bearbeitung im Sinne des Artikels 1 § 4 Absatz 2 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten verantwortlich.

Das Kontrollorgan bewahrt die ihm übermittelten Erklärungen und in Absatz 2 erwähnten Steuerzettel während eines Zeitraums von sechs Jahren auf. Nach Ablauf dieser Frist sorgt es für deren Vernichtung.

§ 2. Unbeschadet der im fünften Teil des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung erwähnten Aufgaben, hat das Kontrollorgan folgende Aufgaben:

1° Überprüfung der Übereinstimmung aller Erklärungen mit den Bestimmungen der Artikel 19/2 und 19/3 ;

2° Überprüfung der Einhaltung der Verpflichtungen in Sachen Höchstbeträge und Naturalvergütungen laut Artikel 19bis Absatz 5;

3° Überprüfung der Einhaltung des Vergütungshöchstbetrags laut Artikel 19bis Absatz 8.

Das Kontrollorgan kann sich von der Person, die seiner Kontrolle unterliegt, ihren Steuerbescheid der Heberolle, ihre Steuererklärung, sowie jede andere Rechnungsunterlage oder jeden Beleg, über den sie verfügt, übermitteln lassen.

Es kann ebenfalls ihre Anhörung vornehmen.

Falls Anzeichen von Verstößen gegen die in den in Absatz 1 erwähnten Artikeln vorgesehenen Verpflichtungen vorliegen, kann sich das Kontrollorgan von jeder Drittperson das Steuerbescheid der Heberolle der seiner Kontrolle unterliegenden Person, ihre Steuererklärung sowie jede Rechnungsunterlage oder jeden Beleg, über den sie verfügt, übermitteln lassen. Es kann ebenfalls die Anhörung dieser Drittperson vornehmen lassen.

Das Kontrollorgan erstellt ein Kataster der Mandate für jeden Regierungskommissar. Dieses Kataster enthält die von dem Erklärungsspflichtigen in den Abschnitten seiner Erklärung, wie sie in Artikel 19/2 aufgezählt werden, übermittelten Angaben.

Dieses Kataster wird jährlich im *Belgischen Staatsblatt* sowie auf der Internetseite der Region veröffentlicht.

Die Veröffentlichung erfolgt spätestens am 31. Dezember des Jahres, das auf das Jahr folgt, während dem die Ämter und Mandate ausgeübt wurden.

Die Liste der Regierungskommissare, die die in Artikel 19/2 erwähnten Erklärungen nicht nach Ablauf des in Artikel 19/4 Absätze 1 und 2 vorgesehenen Verfahrens zur Überprüfung der Erklärungen vorgelegt haben, wird im *Belgischen Staatsblatt* sowie auf der Internetseite der Region gleichzeitig mit der Veröffentlichung des Katasters veröffentlicht.

Wenn der Kommissar innerhalb einer Frist von zwei Monaten nach der Veröffentlichung des Katasters der Mandate im *Belgischen Staatsblatt* oder auf der Internetseite der Region einen Unterschied zwischen dem veröffentlichten Kataster und der von ihm an das Kontrollorgan gerichteten Erklärung feststellt, übermittelt er diesem per Einschreiben oder gemäß dem vom Kontrollorgan festgelegten Modalitäten eine Berichtigung. Das Kontrollorgan stellt sicher, dass die Berichtigung im *Belgischen Staatsblatt* und auf der Internetseite der Region veröffentlicht wird.

Die von dem Regierungskommissar zwischen dem 15. November und der Veröffentlichung des Katasters vorgenommenen Berichtigungen können nicht für die Veröffentlichung berücksichtigt werden, die spätestens am 31. Dezember erfolgt.

Das Kontrollorgan stellt sicher, dass die spätere Berichtigung im *Belgischen Staatsblatt* und auf der Internetseite der Region veröffentlicht wird.

Das Personal des Kontrollorgans ist gemäß Artikel 458 des Strafgesetzbuches an das Berufsgeheimnis gebunden. Es kann nur unter Beachtung der in dem vorliegenden Dekret vorgesehenen Bekanntmachungsvorschriften Informationen über die Ausübung seiner Aufgaben verbreiten.

§ 3. Der Rechnungshof überprüft mindestens alle drei Jahre die von dem Kontrollorgan eingeleiteten Prozesse.“

**Art. 26** - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 19/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 19/4 § 1. Das Kontrollorgan erstellt ein Gutachten gegen den Regierungskommissar, wenn es feststellt, dass keine Erklärung vorliegt, obwohl diese erforderlich ist, wenn es eine Anomalie feststellt oder eine Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen der Artikel 19/2, 19/3 und 19**bis** Absätze 5 und 8 vermutet.

Das in Absatz 1 erwähnte Gutachten:

- 1° enthält die Verstöße, die dem Regierungskommissar vorgeworfen werden könnten;
- 2° wird der betroffenen Person per Einschreiben zugestellt.

§ 2. Die betroffene Person verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen ab der Zustellung des Gutachtens, um ihre Bemerkungen oder ihre berichtigte Erklärung eventuell zusammen mit einem Antrag auf Anhörung per Einschreiben an das Kontrollorgan geltend zu machen.

Wenn die Anhörung ersucht wird, findet sie innerhalb einer Frist von vierzig Tagen ab dem Datum des Eingangs des in Absatz 1 erwähnten Einschreibens beim Kontrollorgan statt. Der betroffenen Person kann ein Berater beistehen.

Es wird ein Protokoll der Anhörung erstellt, das der betroffenen Person innerhalb von acht Tagen nach der Anhörung per Einschreiben übermittelt wird. Diese verfügt über eine Frist von drei vollen Tagen ab dem Erhalt des Protokolls, um ihre Bemerkungen per Einschreiben geltend zu machen. Mangels dessen gilt das Protokoll als endgültig.

Das Kontrollorgan trifft seinen Beschluss innerhalb von:

- 1° fünfundsiebzig vollen Tagen ab der Zustellung seines Gutachtens, wenn die betroffene Person nicht reagiert hat;
- 2° fünfundsiebzig vollen Tagen ab dem Erhalt der Bemerkungen oder der berichtigten Erklärung des Mandatträgers, wenn keine Anhörung der betroffenen Person stattgefunden hat;
- 3° fünfundsiebzig vollen Tagen ab der endgültigen Erstellung des Protokolls der Anhörung, wenn diese stattgefunden hat.

Das Kontrollorgan übermittelt der betroffenen Person seinen Beschluss per Einschreiben.

Das Kontrollorgan übermittelt das in Paragraph 1 Absatz 1 erwähnte Gutachten innerhalb von elf Monaten nach dem Eingang der Erklärung.

Die Erklärung gilt als übereinstimmend mit den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets für das Bezugsjahr, wenn das Kontrollorgan das in Paragraph 1 Absatz 1 erwähnte Gutachten nicht fristgerecht übermittelt hat.

§ 3. Der Beschluss des Kontrollorgans bezieht sich auf das Vorhandensein und die Übereinstimmung der Erklärungen mit den in Artikel 19/3, § 2 Absatz 1 erwähnten Bestimmungen, die Gegenstand des in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Verfahrens sind. Er umfasst gegebenenfalls die Abrechnung der zu viel erhaltenen Beträge, die der Regierungskommissar in der Vergangenheit bezogen hat, und die Bedingungen für deren Rückzahlung.

Die betroffene Person zahlt die in Absatz 1 erwähnten zu viel erhaltenen Beträge innerhalb von sechzig vollen Tagen ab dem Eingang der Zustellung des Beschlusses des Kontrollorgans zurück.

Das Kontrollorgan kann die in Absatz 2 erwähnte Frist um einen von ihm festgelegten Zeitraum verlängern, wenn der Betreffende innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Zustellung des Beschlusses per Einschreiben die außergewöhnlichen Gründe seines Ersuchens geltend macht.

Die Rückzahlung der von dem Regierungskommissar zu viel erhaltenen Beträge unter Berücksichtigung des Artikels 19**bis** Absatz 8 erfolgt zugunsten der Einrichtungen, in denen er seine entlohnten Mandate innehat, proportional zu dem zu viel erhaltenen Betrag.

Die betroffene Person übermittelt dem Kontrollorgan unverzüglich den Nachweis der Rückzahlung.

Das Kontrollorgan übermittelt der Regierung den Beschluss.“

**Art. 27** - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 19/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 19/5 - § 1. Nach Abschluss des in Paragraph 2 vorgesehenen Verfahrens kann die Regierung den Regierungskommissar abberufen, wenn der Betreffende:

- 1° keine Erklärung eingereicht hat;
- 2° wissentlich eine falsche Erklärung erstellt hat;
- 3° es versäumt hat, die unberechtigt bezogenen Beträge fristgerecht zurückzuzahlen;
- 4° die in Artikel 19**bis** Absatz 8 vorgesehenen Verpflichtungen nicht eingehalten hat.

§ 2. Das Kontrollorgan übermittelt dem Betreffenden per Einschreiben eine Notifizierung des Tatbestands, der Grund für die Amtsenthebung sein könnte.

Die Regierung kann frühestens zwanzig Tage nach der Übermittlung der Notifizierung, und nachdem sie den Betreffenden, eventuell von einem Berater seiner Wahl begleitet, angehört hat, falls dieser binnen acht Tagen ab dem Erhalt der Notifizierung einen diesbezüglichen Antrag gestellt hat, die Amtsenthebung feststellen.

Der Beschluss der Behörde erfolgt innerhalb von höchstens einem Monat nach Abschluss des in den Absätzen 1 und 2 beschriebenen Verfahrens.

Der Beschluss wird dem Betreffenden notifiziert.

Im Falle einer Abberufung des Regierungskommissars wird der Beschluss ebenfalls dem Organ notifiziert, in dem der Betreffende sein Mandat ausübt.

Ist dem Betreffenden infolge des Erhalts der in Absatz 4 erwähnten Notifizierung der Grund für seine Abberufung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiterhin aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches umgewandelten Strafen aus.

Gegen diesen Beschluss kann aufgrund von Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat Einspruch erhoben werden. Dieser ist innerhalb von fünfzehn Tagen nach Notifizierung des Beschlusses einzureichen.“



**Art. 28** - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 19/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 19/6 - Der Regierungskommissar, der in Anwendung von Artikel 19/5 abberufen wird, darf während eines Zeitraums von zwei Jahren ab Notifizierung des Abberufungsbeschlusses in dieses Amt nicht wieder bestellt werden."

**Art. 29** - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 19/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 19/7 - Wenn die Regierung einen Regierungskommissar bei einer der Einrichtungen bestellt, vermerkt sie dies in dem in Artikel 15/6 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Register."

Der institutionelle Informationsbeauftragte stellt eine Liste der Regierungskommissare auf, die der in dem vorliegenden Dekret vorgesehenen Erklärungspflicht unterliegen, und setzt diese spätestens bis zum 30. April eines jeden Jahres von ihren Verpflichtungen in Kenntnis. Die Regierung oder das Kontrollorgan kann sich ohne jede Bedingung die Einhaltung der vorliegenden Bestimmung nachweisen lassen..

**Art. 30** - In Artikel 19*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 7. April 2011 und abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 3 wird aufgehoben;

2° Er wird um die Absätze 3 bis 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Regierungskommissar darf unter Beachtung der Absätze 4 und 5 ausschließlich mit Anwesenheitsgeldern vergütet werden, die ihm geschuldet sind, falls er tatsächlich bei den Sitzungen des Organs anwesend ist, die Gegenstand einer Vergütung sein können.

Ein und demselben Regierungskommissar darf pro Tag nur ein Anwesenheitsgeld für seine Teilnahme an der ganzen Sitzung gewährt werden, ungeachtet der Art und Anzahl der Sitzungen, denen er innerhalb derselben Einrichtung beigewohnt hat.

Die jährliche Vergütung eines Regierungskommissars liegt nicht höher als 4.999,28 Euro. Dieser Betrag ist "inklusive Vorteilen jedweder Art" zu verstehen und ist an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Die Fahrtkosten, die durch Fahrten entstanden sind, die im Rahmen der Ausübung des Mandats eines Kommissars erforderlich waren, geben Anlass zu einer Beteiligung unter Beachtung der Formen und Bedingungen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgehalten sind.

Die vom Regierungskommissar unberechtigt bezogenen Beträge werden der Einrichtung zurückgezahlt, die das zuviel bezogene Entgelt ausgezahlt hat.

Der Gesamtbetrag, der von einer nicht gewählten Person als Gegenleistung für die Ausübung ihrer sämtlichen öffentlichen Mandate bezogen wird, entspricht höchstens 50% des Betrags der von den Mitgliedern der Abgeordnetenkammer bezogenen parlamentarischen Entschädigung.

Die im vorliegenden Artikel vorgesehenen Regeln finden Anwendung auf die gesamten Rechtsakte zur Bestellung der Regierungskommissare, einschließlich der Rechtsakte, die vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmung erlassen wurden.

### KAPITEL III — Übergangsbestimmungen

**Art. 31** - In Anwendung von Artikel 5 des Zusammenarbeitsabkommens vom 13. März 2014 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Wallonischen Region zur Gründung einer Kommission für Deontologie und Ethik treten am Tag der Bestellung sämtlicher Mitglieder der Kommission für Deontologie und Ethik außer Kraft:

1° Artikel 15/2 § 2 Absatz 1 Ziffer 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters;

2° in Artikel 15/3 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, die Wörter "und 10";

3° Artikel 15/4 § 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters;

4° Artikel 15*bis* § 1 Ziffer 10 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters;

5° Artikel 19/3 § 2 Absatz 1 Ziffer 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses;

6° in Artikel 19/4 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die Wörter "und 8";

7° Artikel 19/5 § 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses;

8° Artikel 19*bis* Absatz 8 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses.

**Art. 32** - Unbeschadet von Artikel 15/6 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, eingefügt durch Artikel 10 des vorliegenden Dekrets, übermittelt der institutionelle Informationsbeauftragte, unter seiner Verantwortung, die in Artikel 15/6 §§ 2 und 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Informationen, für das Jahr 2018, spätestens bis zum 30. Juni 2018 an die Regierung.

**Art. 33** - Abweichend von Artikel 15/2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und Artikel 19/3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses sind die Erklärungen des Jahres 2018 bezüglich der im Jahre 2017 ausgeübten Mandate, Funktionen und Berufe spätestens bis zum 31. Juli 2018 zu hinterlegen.

**Art. 34** - In Bezug auf Artikel 15*bis* § 3 Absatz 4 Ziffer 4 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters werden die Prämien jeweils auf den prozentualen Anteil der Vergütung begrenzt, der in den einzelnen am 1. Januar 2017 geltenden Verträgen festgesetzt wurde.

**Art. 35** - Ab dem 1. Juli 2018 werden die mit der Ausübung der Mandate verbundenen Vergütungen sowie mit der Ausübung des Geschäftsführersamtes innerhalb der Verwaltungsorgane verbundenen Vergütungen gemäß den Bestimmungen von Artikel 15*bis* des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters gewährt.



**Art. 36** - Die durch die Unvereinbarkeiten von Artikel 3/ 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters betroffenen Geschäftsführer müssen spätestens bis zum 1. Juli 2018 in Übereinstimmung mit den Bestimmungen stehen.

**Art. 37** - Die durch die Unvereinbarkeiten von Artikel 8, § 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters betroffenen öffentlichen Verwalter müssen spätestens bis zum 1. Juli 2018 in Übereinstimmung mit den Bestimmungen stehen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 29. März 2018

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,  
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation,  
digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2017-2018*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1051 (2017-2018) Nr. 1 bis 10.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 28. März 2018.

Diskussion

Abstimmung

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/11985]

**29 MAART 2018.** — Decreet tot wijziging van de decreten van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, met het oog op een sterker bestuur en een sterkere ethiek binnen de Waalse instellingen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder*

**Artikel 1.** In artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, gewijzigd bij het decreet van 24 november 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) er wordt een punt 3°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“3°/1 : “uitvoerend bureau” : het beperkt bestuursorgaan dat, ongeacht zijn benaming één of meerdere bestuurders omvat en een deel van de bevoegdheden van het bestuursorgaan krijgt;”

b) in 12° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord “geanonimiseerde” wordt vervangen door het woord “nominatieve”;

2° het woord “en” wordt ingevoegd tussen de woorden “betrokken persoon” en de woorden “waarvan de voornaam”;

3° de woorden “niet aan de ” worden vervangen door de woorden “aan de”;

c) 4° wordt gewijzigd als volgt :

1° “4° “instelling” : een publiekrechtelijke rechtspersoon; of

een entiteit gecontroleerd door een publiekrechtelijke rechtspersoon of waarin een publiekrechtelijke rechtspersoon een gekwalificeerde deelneming bezit;

d) het wordt aangevuld met de punten 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 18°, 19°, 20°, 21°, 22°, 23° en 24°, luidend als volgt :

“13° “afgeleid mandaat” : het mandaat of de functie uitgeoefend door de overheidsbestuurder, de beheerder of het personeelslid van een instelling en dat/die hem toevertrouwd is door of op de voordracht van de instelling waaronder hij ressorteert;

14° "openbaar mandaat, functie of ambt van politieke aard" : elk openbaar mandaat, elke openbare functie of elk openbaar ambt van politieke aard zoals bepaald in artikel L5111-1, 6°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

15° "mandaat, leidende functie of beroep, ongeacht de aard ervan, uitgeoefend zowel in de openbare sector als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland" : mandaten, leidende functies of beroepen zoals bepaald in artikel L5111-1, 8°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

16° "controleorgaan" : het controleorgaan opgericht overeenkomstig artikel L5111-1, 15°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

17° "samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014" : het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende het bestuur in de uitvoering van de openbare mandaten in de overheidsinstellingen en in de van de overheid afgeleide entiteiten;

18° "beveiligde elektronische weg" : elk beveiligd communicatiemiddel dat zorgt voor de elektronische toezending van gegevens die van het controleorgaan afkomstig zijn of die aan bedoeld orgaan in het kader van zijn bevoegdheden worden gericht, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten met inachtneming van de eisen bepaald in artikel 5 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden;

19° "bijzondere functie" : de voorzitter of de ondervoorzitter van de door de raad van bestuur aangewezen comités;

20° "publiekrechtelijke rechtspersoon" : het Waalse Gewest, de Waalse gemeenten, de Waalse provincies, de Waalse intercommunales en de andere bij een decreet of een besluit van de Waalse Regering opgerichte rechtspersonen dan de vennootschappen of verenigingen waarin de openbare besturen een gekwalificeerde deelneming bezitten;

21° "deelneming" : een deelneming in het kapitaal of in het sociaal fonds van een entiteit;

22° "gekwalificeerde deelneming" : een deelneming in het kapitaal of in het sociaal fonds van een entiteit, waarbij de persoon of de entiteit die ze bezit, ofwel de aanneming van een beslissing door de organen van deze entiteit krachtens de op de entiteit toepasselijke wet kan verhinderen, haar statuten of een overeenkomst, ofwel één of meerdere bestuurders kan aanwijzen, krachtens de wet toepasselijk op de entiteit, haar statuten of een overeenkomst;

23° "entiteit" : elke andere privaatrechtelijke of publiekrechtelijke constructie met rechtspersoonlijkheid dan een publiekrechtelijke rechtspersoon;

24° "openbaar mandaat" : een openbaar mandaat zoals bepaald in artikel 1, § 2, 1°, van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende het bestuur in de uitvoering van de openbare mandaten in de overheidsinstellingen en in de van de overheid afgeleide entiteiten";

e) het wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

"Wat het eerste lid, 3°/1, betreft, bestaat het uitvoerend bureau uit de voorzitter, de ondervoorzitter en uit maximum 25 % van de leden van de raad van bestuur, met inbegrip van de voorzitter en de ondervoorzitter. De beheerder neemt, als genodigde, deel aan het uitvoerend bureau.

**Art. 2.** Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 6 wordt het tweede lid vervangen als volgt "De beheerder, de overheidsbestuurder en de waarnemer mogen geen rechtspersoon zijn.";

2° paragraaf 7 wordt vervangen als volgt :

"§ 7. De artikelen 1 tot en met 16, 18, 18bis en 19 van dit decreet zijn van toepassing op elke overheidsbestuurder en op elke beheerder die zijn ambt uitoefent in de entiteiten waarin de in § 1 bedoelde instellingen rechtstreeks of onrechtstreeks een gekwalificeerde deelneming bezitten.

In afwijking van het eerste lid zijn de artikelen 1 tot en met 16, 18, 18bis en 19 niet van toepassing op de overheidsbestuurders en op de beheerders :

1° van de entiteiten waarin een instelling tijdelijk een deelneming, met inbegrip van een gekwalificeerde deelneming, bezit, wanneer ze die deelneming bezit, met als uitsluitend doel de steun voor de oprichting, de ontwikkeling of de herstructurering van een onderneming in de zin van artikel I.1, 1°, van het Wetboek van economisch recht, en die geen openbare dienst exploiteren en/of die geen overheidsgezag uitoefenen;

2° voor wie een met redenen omklede afwijking, op voorafgaandelijk, schriftelijk en met redenen verzoek van de betrokken entiteit, toegekend is bij besluit van de Regering.

Voor de entiteiten waarin een instelling een gekwalificeerde deelneming bezit, wordt een vergelijkend onderzoek van bezoldigingen uitgevoerd vóór de aanwerving of elke wijziging van de bezoldiging van de beheerders."

3° er wordt een paragraaf 8 ingevoegd, luidend als volgt :

"De vennootschap met een significante lokale overheidsparticipatie zoals bepaald in artikel L5111-1, eerste lid, 10°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie valt niet onder het toepassingsgebied van de bepalingen van dit decreet."

**Art. 3.** Er wordt in hoofdstuk I van hetzelfde decreet een artikel 3/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 3/1. De functie van beheerder is onverenigbaar met :

1° het mandaat van lid van een gemeentecollege of van een provinciecollege;

2° het mandaat van voorzitter van een gemeentecollege of van een provinciecollege;

3° het mandaat van lid van het Europees Parlement, van de federale wetgevende kamers of van een Gewest- en Gemeenschapsparlement;

4° een mandaat van overheidsbestuurder binnen de instelling waarvan hij de beheerder is.

De titularis van een functie van beheerder die de hoedanigheid van kabinetschef of adjunct-kabinetschef van een lid van de federale Regering of van een deelgebied of van een Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft of krijgt, wordt geacht verhinderd te zijn.

De beheerder woont de Raad van bestuur met raadgevende stem bij."

**Art. 4.** In artikel 8 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 7 april 2011, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

“§ 2. Bovendien is het mandaat van voorzitter, van ondervoorzitter of de uitoefening van bijzondere functies binnen een instelling onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van het kabinet van :

- 1° de Minister van de Regering onder wie de instelling ressorteert;
- 2° de Minister-President en de Vice-Presidenten van de Regering.”.

**Art. 5.** In artikel 15 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 24 november 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “individuele en geanonimiseerde” vervangen door de woorden “individuele en nominatieve”;

2° in § 2, 2°, worden de woorden “over de desbetreffende mandaten en bezoldigingen die die overheidsbestuurders gekregen hebben in de rechtspersonen waarin de instelling participaties bezit of waarin ze medewerkende instantie is en waar de overheidsbestuurders op zijn voordracht werden aangewezen” vervangen door de woorden “over de bezoldigingen betreffende de afgeleide mandaten die rechtstreeks worden gestort aan de instelling waaronder de persoon die het afgeleide mandaat uitoefent, ressorteert;

3° § 2 wordt aangevuld met een lid 2, luidend als volgt :

“Het bezoldigingsverslag bevat, voor de waarnemers, de in het eerste lid, 1°, bedoelde informatie”;

4° in § 3, eerste lid, wordt 3° vervangen als volgt :

“3° de volledige informatie over de bezoldigingen betreffende de afgeleide mandaten die rechtstreeks worden gestort aan de instelling waaronder de persoon die het afgeleide mandaat uitoefent, ressorteert”;

5° in § 6, eerste lid, worden de woorden “en niet geanonimiseerde ” vervangen door het woord “nominatieve”.

**Art. 6.** Er wordt in hoofdstuk III van hetzelfde decreet een artikel 15/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 15/1. § 1. De overheidsbestuurders en de beheerders zijn verplicht om bij het controleorgaan een jaarlijkse aangifte te doen van hun mandaten, functies en bezoldigingen. Hoewel ze ook krachtens het vijfde deel van het Wetboek van plaatselijke democratie en decentralisatie aan die verplichting worden onderworpen, wordt hun aangifte overgemaakt via de formulieren opgesteld voor de personen die krachtens bedoeld Wetboek aan die verplichting worden onderworpen. Een eenmalige aangifte wordt ingediend door de overheidsbestuurder die een functie van beheerder uitoefent volgens de in § 2 bedoelde bepalingen.

§ 2. De aangifte die door de overheidsbestuurder wordt ingevuld, omvat voor het jaar vóór welk waarin de aangifte wordt ingevuld, de volgende luiken :

1° vermelding van de mandaten van overheidsbestuurder alsook van het bedrag van de bezoldiging betaald als tegenprestatie van de uitoefening van deze mandaten van overheidsbestuurder en van de daaraan gebonden voordelen in natura – luik 1;

2° vermelding van de mandaten toegekend of voorgesteld door de instelling waarin de overheidsbestuurder zijn mandaat uitoefent – luik 2;

3° vermelding van de openbare mandaten, functies en ambten van politieke aard alsook van het bedrag van de presentiegelden en van de bezoldiging betaald als tegenprestatie van de uitoefening van deze openbare mandaten, functies en ambten van politieke aard en van de daaraan gebonden voordelen in natura – luik 3;

4° vermelding van de functies van beheerder alsook van het bedrag van de bezoldiging betaald als tegenprestatie van de uitoefening van deze functies van beheerder en van de daaraan gebonden voordelen in natura – luik 4;

5° vermelding van de mandaten, leidende functies of beroepen, ongeacht de aard ervan, uitgeoefend zowel in de openbare sector als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland – luik 5.

Wat het eerste lid, 5°, betreft, vermeldt de aangifte welke van de mandaten, leidende functies of beroepen aanleiding geven tot de toekenning van presentiegelden, bezoldigingen of voordelen in natura.

§ 3. De aangifte die door de beheerder wordt ingevuld, omvat voor het jaar waarin de aangifte wordt ingevuld, de volgende luiken :

1° vermelding van de functie van beheerder alsook van het bedrag van de bezoldiging betaald als tegenprestatie van de uitoefening van deze functies van beheerder en van de daaraan gebonden voordelen in natura – luik 1;

2° vermelding van de functies die het gevolg zijn van de functie van beheerder – luik 2;

3° vermelding van de openbare mandaten, functies en ambten van politieke aard alsook van het bedrag van de presentiegelden en van de bezoldiging betaald als tegenprestatie van de uitoefening van deze openbare mandaten, functies en ambten van politieke aard en van de daaraan gebonden voordelen in natura – luik 3;

4° vermelding van de mandaten, leidende functies of beroepen, ongeacht de aard ervan, uitgeoefend zowel in de openbare sector als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland.

Wat het eerste lid, 4°, betreft, vermeldt de aangifte welke van de mandaten, leidende functies of beroepen aanleiding geven tot de toekenning van presentiegelden, bezoldigingen of voordelen in natura – luik 4.

**Art. 7.** Er wordt in hoofdstuk III van hetzelfde decreet een artikel 15/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 15/2. § 1. Uiterlijk op 1 juni van elk jaar richten de overheidsbestuurder en de beheerder bij aangetekend schrijven, bij beveiligde elektronische weg of volgens de door het controleorgaan bepaalde modaliteiten, een aangifte die de in artikel 15/1 bedoelde luiken omvat, aan het controleorgaan.

De fiscale fiches die de controle van de in het eerste lid bedoelde bezoldigingen door het controleorgaan mogelijk maken, worden door de overheidsbestuurder en door de beheerder bij de aangifte gevoegd.

De aangiftemodellen worden door het controleorgaan vastgesteld.

Het controleorgaan is de verantwoordelijke voor de verwerking bedoeld in artikel 1, § 4, tweede lid, van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Het controleorgaan behoudt de aangiften en de fiscale fiches bedoeld in het tweede lid die hem worden overgemaakt, tijdens een periode van zes jaar. Na afloop van die termijn zorgt het voor de vernietiging ervan.

§ 2. Onverminderd de opdrachten bedoeld in het vijfde deel van het Wetboek van plaatselijke democratie en decentralisatie is het controleorgaan belast met de volgende taken :

1° het verifieert de overeenstemming van alle aangiften met de bepalingen van de artikelen 15/1 en 15/2 ;

2° het gaat na of de verplichtingen inzake bezoldigingsplafonds en voordelen in natura bedoeld in artikel 1bis, § 1, eerste lid, 3°, nageleefd worden;

3° het gaat na of het in artikel 15bis, § 1, eerste lid, 10°, bedoelde plafond nageleefd wordt;

4° het gaat na of het in artikel 15, § 3, eerste en tweede lid, bedoelde bezoldigingsplafond nageleefd wordt.

Het controleorgaan kan zich door de aan zijn gezag onderworpen persoon zijn aanslagbiljet, zijn belastingaangifte alsook elk boekhoudkundig document of elk bewijsstuk in zijn bezit, laten bezorgen.

Het controleorgaan kan ook die persoon horen.

Indien er aanwijzingen van inbreuk van de verplichtingen vermeld in de in het eerste lid bedoelde artikelen zijn, kan het controleorgaan zich door elke derde zijn aanslagbiljet, zijn belastingaangifte alsook elk boekhoudkundig document of elk bewijsstuk in zijn bezit, laten bezorgen. Het controleorgaan kan ook die derde horen.

§ 3. Het controleorgaan stelt een kadaster van de mandaten vast voor elke overheidsbestuurder en beheerder. Dit kadaster omvat de informatie verstrekt door de aangever in de verschillende luiken van zijn aangifte, zoals opgesomd in artikel 15/1.

Dit kadaster wordt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Gewest bekendgemaakt.

De bekendmaking wordt verricht uiterlijk op 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin de functies en de mandaten zijn uitgeoefend.

De lijst van de overheidsbestuurders en van de beheerders die de in artikel 15/1 bedoelde aangiften aan het einde van de procedure betreffende de verificatie van de in artikel 15/3 bedoelde aangiften niet hebben ingediend, wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Gewest op hetzelfde ogenblik als de bekendmaking van het kadaster.

Indien de overheidsbestuurder of beheerder binnen een termijn van twee maanden na de bekendmaking van het kadaster een verschil vaststelt tussen het bekendgemaakte kadaster en de aangifte die hij aan het controleorgaan heeft gericht, maakt hij bij aangetekend schrijven of volgens de modaliteiten bepaald door het controleorgaan een verbetering over aan bedoelde orgaan . Het controleorgaan zorgt voor de bekendmaking van de verbetering in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Gewest.

De verbeteringen die tussen 15 november en de bekendmaking van het kadaster in de aangifte worden aangebracht door de overheidsbestuurder of de beheerder, kunnen niet in aanmerking worden genomen voor de bekendmaking die uiterlijk op 31 december wordt uitgevoerd.

Het controleorgaan zorgt voor de latere bekendmaking van deze verbeteringen in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Gewest.

Overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek is het personeel van het controleorgaan tot het beroepsgeheim gehouden . Het kan inlichtingen betreffende de uitoefening van zijn opdracht alleen met inachtneming van de in dit decreet bedoelde bekendmakingregels verspreiden .

" 4. Het Rekenhof controleert minstens om de drie jaar de door het controleorgaan ingevoerde processen."

**Art. 8.** Er wordt in hoofdstuk III van hetzelfde decreet een artikel 15/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 15/3. § 1. Het controleorgaan stelt een advies tegen de overheidsbestuurder of de beheerder op wanneer bedoeld orgaan het gebrek aan aangifte vaststelt terwijl ze vereist was, een anomalie constateert of een onregelmatigheid vermoedt in de bepalingen van de artikelen 15/1, 15/2, 15bis § 1, eerste lid, 3° en 10° en 15bis, § 3, eerste en tweede lid.

Het in het eerste lid bedoelde advies :

1° vermeldt de tekortkomingen die kunnen worden verweten aan de overheidsbestuurder of aan de beheerder;

2° wordt bij aangetekend schrijven aan de betrokken persoon betekend.

Onder betrokken persoon zoals bedoeld in het tweede lid, 2°, wordt verstaan, volgens het geval, de overheidsbestuurder of de beheerder.

§ 2. De betrokken persoon beschikt over een termijn van vijftien dagen te rekenen van de kennisgeving van het advies om zijn opmerkingen of zijn verbeterde aangifte, samen met een eventueel verzoek om gehoord te worden, bij aangetekend schrijven gericht aan het controleorgaan mede te delen.

De hoorzitting, als hierom wordt verzocht, vindt plaats binnen een termijn van veertig dagen na ontvangst door het controleorgaan van het in het eerste lid bedoeld aangetekend schrijven. De betrokken persoon kan door een raadsheer bijgestaan worden.

Een proces-verbaal van de hoorzitting wordt opgemaakt en gericht bij aangetekend schrijven aan de betrokken persoon binnen acht dagen na de hoorzitting. Laatstgenoemde beschikt over drie dagen na ontvangst van het proces-verbaal om zijn opmerkingen bij aangetekend schrijven te opperen. Zoniet wordt het proces-verbaal als definitief beschouwd.

Het controleorgaan geeft zijn beslissing binnen :

1° vijfenzeventig dagen na de kennisgeving van zijn advies indien de betrokken persoon daarop niet gereageerd heeft;

2° vijfenzeventig dagen na ontvangst van de opmerkingen of van de verbeterde aangifte van de mandataris indien de betrokken persoon niet gehoord is;

3° vijfenzeventig dagen na de definitieve opstelling van het proces-verbaal van de hoorzitting indien ze plaatsgevonden heeft.

Het controleorgaan richt zijn beslissing bij aangetekend schrijven aan de betrokken persoon.

Het controleorgaan richt het in § 1, eerste lid, bedoelde advies binnen elf maanden na ontvangst van de aangifte.



De aangifte wordt geacht overeen te stemmen met de bepalingen van dit decreet voor het referentiejaar indien het controleorgaan het in § 1, eerste lid, bedoelde advies niet binnen de voorgeschreven termijn heeft gericht.

§ 3. De beslissing van het controleorgaan heeft betrekking op het bestaan en de overeenstemming van de aangiften met de bepalingen bedoeld in artikel 15/2, § 2, eerste lid, die het voorwerp hebben uitgemaakt van de in de §§ 1 en 2 bedoelde procedure. Indien nodig omvat ze omvat de afrekening van de sommen die in het verleden door de overheidsbestuurder of beheerder te veel zijn ontvangen, en de terugbetalingsvoorwaarden.

Het controleorgaan maakt de beslissing over aan de overheid die het mandaat heeft toevertrouwd aan de betrokken persoon of die de beheerder heeft aangewezen.

De betrokken persoon betaalt de in het eerste lid bedoelde sommen die te veel zijn ontvangen, terug binnen zestig dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing van het controleorgaan.

Het controleorgaan kan de in het derde lid bedoelde termijn verlengen met een periode die het bepaalt voor zover de betrokken persoon binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing de uitzonderlijke redenen waarop zijn verzoek is gegrond, bij aangetekend schrijven meedeelt.

De terugbetaling van de sommen die t.o.v. artikel 15bis, § 1, 10°, door de overheidsbestuurder te veel zijn ontvangen, gebeurt ten gunste van de instellingen waarin hij zijn mandaten die in verhouding tot de te veel ontvangen bezoldigd worden, uitoefent.

De terugbetaling van de sommen die door de overheidsbestuurder of de beheerder te veel zijn ontvangen, gebeurt ten gunste van de instelling die de te veel ontvangen som heeft gestort.

De betrokken persoon richt zo spoedig mogelijk het bewijs van de terugbetaling aan het controleorgaan.”.

**Art. 9.** Er wordt in hoofdstuk III van hetzelfde decreet een artikel 15/4 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 15/4. § 1. De overheid die de openbare mandaten heeft toevertrouwd kan aan het einde van de in § 2 bedoelde procedure de openbare mandaten herroepen wanneer de betrokken persoon :

- 1° geen aangifte heeft ingediend;
- 2° opzettelijk een valse aangifte heeft ingediend;
- 3° verzuimd heeft de onbehoorlijk gekregen sommen binnen de voorgeschreven termijn terug te betalen;
- 4° de in artikel 15bis, § 1, eerste lid, 10°, bedoelde verplichtingen niet heeft nageleefd.

§ 2. Het controleorgaan deelt bij aangetekend schrijven een kennisgeving van de feiten die van dien aard zijn dat ze de herroeping tot gevolg hebben, aan de betrokken persoon mede.

Op zijn vroegst twintig dagen na de overmaking van de kennisgeving en na de betrokken persoon, eventueel vergezeld van de raadshier van zijn keuze, gehoord te hebben als hij daarom binnen een termijn van acht dagen na ontvangst van de kennisgeving heeft verzocht, kan de overheid die het openbaar mandaat heeft toevertrouwd, de herroeping vaststellen.

De beslissing van de overheid wordt genomen binnen een termijn van maximum één maand na het einde van de in het eerste en het tweede lid bedoelde procedure.

Deze beslissing wordt aan de betrokken persoon betekend.

In geval van herroeping van de mandaten wordt de beslissing ook betekend aan het orgaan waarin de betrokken persoon de mandaten die het voorwerp van de herroeping hebben uitgemaakt, uitoefent.

Indien de betrokken persoon zijn functies blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van zijn herroeping na ontvangst van de in het derde lid bedoelde kennisgeving, kan hij gestraft worden met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek.

Een op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep wordt tegen deze beslissing ingesteld. Het moet binnen vijftien dagen na de kennisgeving ervan ingediend worden.”.

**Art. 10.** Er wordt in hoofdstuk III van hetzelfde decreet een artikel 15/5 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 15/5. De persoon van wie het openbare mandaat overeenkomstig artikel 15/4 is herroepen, mag niet opnieuw voor dit mandaat benoemd worden tijdens een termijn van twee jaar na de kennisgeving van de beslissing tot herroeping.

**Art. 11.** Er wordt in hoofdstuk III van hetzelfde decreet een artikel 15/6 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 15/6. § 1. De Regering stelt een register van de instellingen vast, dat het geheel van de openbare mandaten van de bestuurders en van de functies van de erin aangewezen beheerders omvat.

Het in het eerste lid bedoelde register :

1° wordt gevoegd bij het register bedoeld in artikel L6411-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

2° wordt vastgesteld op grond van de gegevens die een institutionele informant op eigen verantwoordelijkheid aan de Regering heeft overgemaakt.

De Regering bepaalt de over te maken gegevens, de overmakings- en bekendmakingsmodaliteiten van de ingezamelde informatie.

De institutionele informant is de beheerder of diens afgevaardigde. In voorkomend geval deelt de beheerder de aanwijzing van zijn afgevaardigde aan de Regering mede.

§ 2. Uiterlijk binnen vijftien dagen volgend op de installatie van de bestuurders, die lid zijn van de beheersorganen van de instelling of binnen dertig dagen op verzoek van de Regering maakt de institutionele informant op eigen verantwoordelijkheid de volgende lijsten over :

1° de lijst van de interne organen van de instelling en de identiteit van de erin aangewezen mandatarissen en van de beheerders, met inbegrip van hun rijksregisternummer;

2° de lijst van het geheel van de dochterondernemingen die de instelling of een dochteronderneming van die instelling bezit, en de identiteit van de erin aangewezen mandatarissen en van de beheerders, met inbegrip van hun rijksregisternummer.

De institutionele informant maakt op eigen verantwoordelijkheid de in het eerste lid bedoelde informatie ononderbroken over zodat de Regering bij elke wijziging ervan geïnformeerd wordt.

De institutionele informant stelt een lijst vast van de overheidsbestuurders onderworpen aan de bij dit decreet voorziene verplichting tot aangifte en informeert hen over hun verplichtingen uiterlijk op 30 april van elk jaar. De Regering of het controleorgaan kan het bewijs eisen dat dit lid nageleefd wordt.

§ 3. In geval van niet-naleving van de bepalingen van § 2 richt de Regering een schrijven aan de institutionele informant, waarin zij hem aan zijn verplichtingen herinnert; dit schrijven wordt vergezeld van een verplichting tot overmaking van de vereiste informatie binnen dertig dagen na de kennisgeving van dit schrijven.

Bij gebrek aan antwoord binnen de termijn kan de institutionele informant gestraft worden met een geldboete van 100 tot 1000 euro.”.

**Art. 12.** Artikel 15*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 7 april 2011 en gewijzigd bij het decreet van 24 november 2016, wordt gewijzigd als volgt :

1° de paragrafen 1 tot 3 worden vervangen als volgt :

”§ 1. Bij de aanwijzing van de overheidsbestuurder bepaalt de Regering op de voordracht van de Voogdijminister de vormen, bedragen en modaliteiten van de toekenning van zijn bezoldiging rekening houdende met de activiteitensector van de instelling en van het verantwoordelijkheidsniveau, met inachtneming van de volgende regels :

1° de overheidsbestuurder kan een presentiegeld ontvangen voor zijn deelname aan het geheel van een vergadering;

2° alleen de overheidsbestuurder die een functie van voorzitter of ondervoorzitter uitoefent, kan in plaats van de in 1° bedoelde presentiegelden een vaste bezoldiging en voordelen in natura ontvangen ontvangen met inachtneming van de in 3° bedoelde plafonds voor de uitoefening zijn functie binnen het controleorgaan;

3° de jaarlijkse bruto-bezoldiging van een overheidsbestuurder is niet hoger dan :

a) 19.997,14 euro voor de voorzitter van de raad van bestuur ;

b) 14.997,87 euro voor de ondervoorzitter van de raad van bestuur ;

c) 4.999,28 euro voor een bestuurder;

4° de reiskosten ivm verplaatsingen uitgevoerd voor de behoeften inherent aan de uitoefening van het mandaat van overheidsbestuurder of waarnemer geven aanleiding tot een tegemoetkoming in de vormen en onder de voorwaarden bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode;

5° er is geen bezoldiging verschuldigd aan de overheidsbestuurders die in statutair of contractueel dienstverband binnen de diensten van de Waalse Regering of van een instelling een functie van rang A3 of hoger of een daarmee gelijk te stellen functie uitoefenen alsook aan de titularissen van een directiefunctie binnen het directiecomité van een Waalse instelling, ongeacht de aard ervan;

6° de waarnemer oefent zijn opdrachten kosteloos uit;

7° onverminderd punt 9 kunnen alleen de vergaderingen van de beheersorganen, van het uitvoerend bureau indien het opgericht wordt, en van het auditcomité, aanleiding geven tot presentiegelden ten belope van een presentiegeld per vergadering waaraan de overheidsbestuurder werkelijk deelneemt of aanleiding geven tot de toekenning van een bezoldiging en voordelen in natura;

8° het aantal vergaderingen dat aanleiding geeft tot de toekenning van een presentiegeld, mag niet hoger zijn dan :

a) voor een voornaamst beheersorgaan : twaalf per jaar;

b) voor een uitvoerend bureau : achttien per jaar;

c) voor een auditcomité : drie per jaar;

9° dezelfde overheidsbestuurder mag alleen een presentiegeld per dag ontvangen, ongeacht de aard en het aantal vergaderingen die hij heeft bijgewoond binnen dezelfde instelling;

10° het totaalbedrag geïnd door een niet-gekozen persoon als tegenprestatie van de uitvoering van het geheel van zijn openbare mandaten mag niet hoger zijn dan 50% van de parlementaire vergoeding ontvangen door een lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Het totaalbedrag geïnd door een niet-gekozen persoon als tegenprestatie van de uitvoering van het geheel van zijn openbare mandaten mag niet hoger zijn dan 150 % van de parlementaire vergoeding ontvangen door een lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Wat de in het eerste lid, 3°, bedoelde bedragen betreft, worden ze verstaan “voordelen van alle aard inbegrepen” en worden ze gekoppeld aan spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

Wat het eerste lid, 5° betreft, wordt de bezoldiging als tegenprestatie van de uitoefening door een overheidsbestuurder van een afgeleid mandaat rechtstreeks gestort aan de instelling waaronder de persoon die het afgeleide mandaat uitoefent, ressorteert.

Wat het eerste lid, 10° betreft, wordt voor de berekening van het plafond geen rekening gehouden met het mandaat van beheerder dat ofwel voltijds, ofwel hoofdzakelijk, uitgeoefend wordt in het kader van een rechtstreekse of onrechtstreekse arbeidsbetrekking onder een loontrekkend, zelfstandig of statutair statuut.

Onverminderd een indexeringsmechanisme mag een overheidsbestuurder geen bezoldiging ontvangen die hoger is aan degene die een overheidsbestuurder in dienst binnen de betrokken instelling op 31 december 2016 en die dezelfde functie uitoefende, ontving.

§ 1/1. De in § 1, 2°, bedoelde bezoldiging van de voorzitter en van de ondervoorzitter wordt berekend voor de deelname aan het geheel van de vergaderingen van de beheersorganen waaraan de bovenvermelde functies moeten deelnemen. Indien een gebrek aan deelname is vastgesteld, wordt het bedrag van de bezoldiging in evenredige mate verminderd.

De voorzitter en de ondervoorzitter die niet aan de hele vergadering hebben deelgenomen, worden geacht in gebrek aan deelname te zijn. Een gehele of gedeeltelijke afwezigheid op een vergadering van een beheersorgaan wegens een ziekte, een zwangerschapsverlof of in geval van overmacht indien deze feitelijke toestand wordt gerechtvaardigd, wordt niet als een gebrek aan deelneming geacht.

De bezoldiging wordt maandelijks aan het einde van elke maand betaald.

De raad van bestuur van de instelling die de voorzitter en de ondervoorzitter bezoldigt, voegt bij het in artikel 15 bedoelde bezoldigingsverslag een jaarlijkse samenvattende fiche die de gestorte bedragen en hun rechtvaardiging voor elke maand vermeldt.

§ 2. Met inachtneming van de in § 1 bedoelde plafonds, stelt het beheersorgaan, voor de instellingen onderworpen aan het Wetboek van vennootschappen, in overleg met de aandeelhouders en op voorstel van het bezoldigingscomité, de vorm, het bedrag en de nadere regels voor hun bezoldiging aan de algemene vergadering voor bij de aanwijzing van de overheidsbestuurders. Deze bepaling gebeurt door rekening te houden met de activiteitssector van elke instelling.

§ 3. De maximum bezoldiging van de beheerder van een instelling bedraagt het jaarlijkse bruto-bedrag van 245.000,00 euro.

De maximum bezoldiging van 245.000,00 euro wordt geïndexeerd op 1 januari van elk jaar door toepassing van de volgende formule : De maximum bezoldiging is gelijk aan 245.000,00 euro vermenigvuldigd met het indexcijfer van de consumptieprijzen van december (basis 2004) en gedeeld door 121,66 (indexcijfer van de consumptieprijzen december 2012, basis 2004).

Het jaarlijks bedrag van de bezoldiging wordt gekregen door alle bedragen in gelden en van de voordelen die in geld te schatten zijn op te tellen, waarvoor de beheerder in aanmerking komt als tegenprestatie of ter gelegenheid van zijn mandaat.

In afwijking van het derde lid worden van de bezoldiging uitgesloten :

1° de bedragen ontvangen als terugbetaling van de kosten gemaakt voor rekening van de instelling, indien ze bepaald worden met inachtneming van de toepasselijke fiscale regels;

2° de voordelen van alle aard dit voortvloeien uit het privé gebruik van werkingsmiddelen, zoals de mobiele telefoon en de draagbare computer, met inbegrip van de eventuele wagen die ter beschikking wordt gesteld, indien de fiscale regels worden toegepast;

3° de verzekeringspremies burgerlijke aansprakelijkheid, rechterlijke bescherming en degenen die een dekking bieden van de gemaakte kosten wegens de gezondheidstoestand van de beheerder ten laste genomen door de werkgever;

4° voor het contractuele personeel, de aanvullende pensioenplannen met vaste bijdrage, waarvan het bedrag en de voorwaarden identiek toepasselijk zijn op het geheel van het personeel van de instelling.

Wat het vierde lid, 2°, betreft, worden de werkingsmiddelen door de beheerder terugbezorgd na afloop van de contractuele arbeidsverhouding.

De instelling mag de volgende elementen toekennen aan de beheerder :

1° alleen de aanvullende pensioenplannen met vaste bijdrage, m.b.t. de betaling van een vaste patronale bijdrage uitgedrukt in een percentage van de bezoldiging tijdens een periode waarin de beheerder effectief tewerkgesteld is in deze hoedanigheid door de instelling, zijn toegelaten.

2° de eventuele variabele bezoldiging is beperkt tot twintig procent van de jaarlijks totaal bruto bezoldiging.

Het jaarlijks totaal bruto bedrag van de in lid 6, 2°, bedoelde variabele bezoldiging wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de maximum bezoldiging bedoeld in paragraaf 3, eerste en tweede lid.

De in lid 6, 2°, bedoelde variabele bezoldiging wordt bepaald in functie van meetbare doelstellingen, financieel of andere, die minstens zes maanden op voorhand worden vastgelegd.

De instelling kent het volgende niet toe aan de beheerder :

1° een bezoldiging onder de vorm van aandelen, aandelenoptie of elk gelijkaardig product;

2° in het geval van vrijwillig of ingestemd vertrek van de beheerder, een vertrekpremie, ongeacht de naam of de aard ervan, met inbegrip van de giften, en dit, onverminderd de eventuele vergoedingen die verschuldigd zijn krachtens een concurrentiebeding;

3° in het geval van een vertrek ten gevolge van een eenzijdige verbreking vanwege de instelling of in het geval van ontbinding van bedoelde instelling, elke andere vertrekvergoeding dan die voorzien door de wetgeving van toepassing op de arbeidsverhouding.

In het geval van deeltijdse uitoefening van de functie van beheerder worden de maximum bezoldiging berekend naar rato van de overeengekomen arbeidsregeling.

Geen ander personeelslid mag een bezoldiging en voordelen hoger dan het in § 3, eerste lid, bedoelde plafond ontvangen, met uitzondering van de ziekenhuisgeneesheren en van de beoefenaars van gezondheidsberoepen respectievelijk bedoeld in artikel 8, eerste lid, 4°, en in artikel 9 van gecoördineerde wet van 10 juli 2008 betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen.”;

2° de paragrafen 4 en 5 worden geschrapt;

3° paragraaf 6 wordt vervangen als volgt :

“§ 6. De bezoldiging geïnd als tegenprestatie van de uitoefening, door een bestuurder of een personeelslid van een instelling, van een afgeleid mandaat wordt rechtstreeks gestort aan de instelling waaronder de persoon die het afgeleide mandaat uitoefent, ressorteert.”;

4° in § 9 worden de woorden “of van Regeringscommissaris” ingevoegd tussen de woorden “een mandaat van bestuurder” en de woorden “, op beslissing van de Regering”;

5° in § 10 wordt het derde lid aangevuld met volgende zin :

“De voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van bestuur maken niet deel uit van het bezoldigingscomité.”;

6° het wordt aangevuld met §§ 12 en 13, luidend als volgt :

“§ 12. De bedragen die onbehoorlijk door de overheidsbestuurder, de waarnemer of de beheerder worden geïnd, worden terugbetaald aan de instelling die de te veel ontvangen som heeft gestort.

§ 13. De regels bedoeld in dit artikel zijn van toepassing op het geheel van de akten tot aanwijzing van de overheidsbestuurders, waarnemers en beheerders en op het geheel van de contracten gesloten tussen de instelling en de beheerder, met inbegrip van de akten aangenomen en de contracten gesloten vóór of later de inwerkingtreding van deze bepaling.”.

**Art. 13.** Artikel 15<sup>ter</sup> van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 14.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk III<sup>ter</sup> ingevoegd, met als opschrift "Auditcomité".

**Art. 15.** In hoofdstuk III<sup>ter</sup>, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel 15<sup>quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

"Art.15<sup>quater</sup>. § 1. Het beheersorgaan van een instelling richt uit zijn midden een auditcomité op.

Het auditcomité bestaat uit leden van de raad van bestuur die geen lid zijn van het uitvoerend bureau. Het maximaantal leden van het auditcomité is niet hoger dan 25 % van het aantal leden van de raad van bestuur.

De voorzitter van het auditcomité wordt door de leden van het comité aangewezen.

Minstens één lid van het auditcomité beschikt over een praktische ervaring of over technische kennis inzake boekhouding of audit.

De beheerder van de instelling wordt met raadgevende stem op de vergaderingen uitgenodigd.

§ 2. De raad van bestuur bepaalt de opdrachten van het auditcomité die minstens de volgende opdrachten omvatten :

1° de mededeling aan de raad van bestuur van inlichtingen over de resultaten van de wettelijke controle op de jaarrekeningen en van uitleg over de wijze waarop de wettelijke controle op de jaarrekeningen en, in voorkomend geval, van de geconsolideerde rekeningen bijgedragen hebben tot de integriteit van de financiële informatie en over de rol die het auditcomité in dit proces heeft gespeeld;

2° de opvolging van het proces voor de uitwerking van de financiële informatie en aanbevelingen of voorstellen om er de integriteit van te waarborgen;

3° de opvolging van de doeltreffendheid van de systemen voor interne controle en beheer van de risico's van de instelling en van de opvolging van de interne audit en van de doeltreffendheid ervan;

4° de opvolging van de wettelijke controle van de jaarrekeningen, met inbegrip van de opvolging van de vragen en aanbevelingen die door de Regeringscommissaris worden geformuleerd;

Het auditcomité brengt regelmatig verslag uit aan de raad van bestuur over de uitoefening van zijn opdrachten, en dit, minstens bij de vaststelling door laatstgenoemde van de jaarrekeningen."

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut*

**Art. 16.** In artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij het decreet van 24 november 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) er wordt een artikel 3°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"3°/1 : "uitvoerend bureau" : het beperkt bestuursorgaan dat, ongeacht zijn benaming één of meerdere bestuurders omvat en een deel van de bevoegdheden van het bestuursorgaan krijgt",

b) in 7° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "geanonimiseerde " wordt vervangen door het woord "nominatieve";

2° het woord "en" wordt ingevoegd tussen de woorden "betrokken persoon" en de woorden "waarvan de voornaam";

3° de woorden "niet aan de " worden vervangen door de woorden "aan de";

c) het wordt aangevuld met de punten 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14° en 15°, luidend als volgt :

8° "openbare mandaten, functies en ambten van politieke aard" : alle openbare mandaten, functies en ambten van politieke aard zoals bepaald in artikel L5111-1, 6°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

9° "mandaat, leidende functie of beroep, ongeacht de aard ervan, uitgeoefend zowel in de openbare sector als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland" : mandaten, leidende functies of beroepen zoals bepaald in artikel L5111-1, 8°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

10° "controleorgaan" : het controleorgaan opgericht overeenkomstig artikel L5111-1, 15°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

11° "samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014" : het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende het bestuur in de uitvoering van de openbare mandaten in de overheidsinstellingen en in de van de overheid afgeleide entiteiten;

12° "beveiligde elektronische weg" : elk beveiligd communicatiemiddel dat zorgt voor de elektronische toezending van gegevens die afkomstig zijn van het controleorgaan of die aan bedoeld orgaan in het kader van zijn bevoegdheden worden gericht, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten met inachtneming van de eisen bepaald in artikel 5 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden.;

13° "beheerder" : elke persoon die met het dagelijks bestuur belast is of optreedt in het orgaan belast met het dagelijks bestuur van de instelling;

14° "afgeleid mandaat" : het mandaat of de functie uitgeoefend door de overheidsbestuurder, de beheerder of het personeelslid van een instelling en die dat/die hem toevertrouwd is door of op de voordracht van de instelling waaronder hij ressorteert;

15° "openbaar mandaat" : een openbaar mandaat zoals bepaald in artikel 1, § 2, 1°, van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende het bestuur in de uitvoering van de openbare mandaten in de overheidsinstellingen en in de van de overheid afgeleide entiteiten.;"

d) het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Wat het eerste lid, 3°/1, betreft, bestaat het uitvoerend bureau uit de voorzitter, de ondervoorzitter en uit maximum 25 % van de leden van de raad van bestuur, met inbegrip van de voorzitter en de ondervoorzitter. De beheerder neemt, als genodigde, deel aan het uitvoerend bureau."



**Art. 17.** In artikel 3 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 24 november 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1 wordt het aangevuld met de punten 42°, 43° en 44°, luidend als volgt :

42° de "Société régionale d'investissement en Wallonie" (SRIW) (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

43° de Maatschappij "Brussels South Charleroi Airport" (BSCA);

44° de "Société aéroportuaire de Bierset" (Liege Airport) (luchthavenmaatschappij Bierset);

b) het wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt : "de Regeringscommissarissen aangewezen in de in 33° van paragraaf 1 bedoelde instelling worden belast met de in de artikelen 10, 12, 13, 15, 16, 17, 18 en 19 van dit decreet bedoelde opdrachten bij de volgende instellingen :

- Wapinvest ;
- Sambrinvest ;
- Invest Mons Borinage centre ;
- Nivelinvest ;
- Namurinvest ;
- Luxembourg développement ;
- Meusinvest ;
- Ostbelgen-invest. "

**Art. 18.** In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de woorden "de Vice-Presidenten, " ingevoegd tussen de woorden "de Minister-President," en de woorden "de toezichhoudend Minister".

**Art. 19.** In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de woorden "de Vice-Presidenten, " ingevoegd tussen de woorden "de Minister-President," en de woorden "de toezichhoudend Minister".

**Art. 20.** In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de woorden "de Vice-Presidenten, " ingevoegd tussen de woorden "de Minister-President" en de woorden "de toezichhoudend Minister".

**Art. 21.** In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de woorden "de Vice-Presidenten, " ingevoegd tussen de woorden "de Minister-President," en de woorden "de toezichhoudend Minister".

**Art. 22.** In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk III/1 vervangen als volgt :

"Rechten en verplichtingen van de Regeringscommissaris".

**Art. 23.** Artikel 19/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 24 november 2016, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "individuele en geanonimiseerde" vervangen door de woorden "individuele en nominatieve";

2° in § 4, eerste lid, worden de woorden "en niet geanonimiseerde " vervangen door het woord "nominatieve".

**Art. 24.** Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 19/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 19/2. § 1. De Regeringscommissaris is verplicht om bij het controleorgaan een jaarlijkse aangifte te doen van zijn mandaten, functies en bezoldigingen. Hoewel hij ook krachtens het vijfde deel van het Wetboek van plaatselijke democratie en decentralisatie aan die verplichting wordt onderworpen, wordt zijn aangifte overgemaakt via de formulieren opgesteld voor de personen die krachtens bedoeld Wetboek aan die verplichting worden onderworpen.

§ 2. De aangifte die door de Regeringscommissaris wordt ingevuld, omvat voor het jaar vóór welk waarin de aangifte wordt ingevuld, de volgende luiken :

1° vermelding van de mandaten van Regeringscommissaris alsook van het bedrag van de bezoldiging betaald als tegenprestatie van de uitoefening van deze mandaten van Regeringscommissaris – luik 1;

2° vermelding van de mandaten toegekend of voorgesteld door de instelling waarin de Regeringscommissaris zijn mandaat uitoefent – luik 2;

3° vermelding van de openbare mandaten, functies en ambten van politieke aard alsook van het bedrag van de presentiegelden en van de bezoldiging betaald als tegenprestatie van de uitoefening van deze openbare mandaten, functies en ambten van politieke aard en van de daaraan gebonden voordelen in natura – luik 3;

4° vermelding van de mandaten, leidende functies of beroepen, ongeacht de aard ervan, uitgeoefend zowel in de openbare sector als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland – luik 4.

Wat het eerste lid, 4°, betreft, vermeldt de aangifte welke van de mandaten, leidende functies of beroepen aanleiding geven tot de toekenning van presentiegelden, bezoldigingen of voordelen in natura."

**Art. 25.** Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 19/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 19/3. § 1. Uiterlijk op 1 juni van elk jaar richt de Regeringscommissaris bij aangetekend schrijven, bij beveiligde elektronische weg of volgens de door het controleorgaan bepaalde modaliteiten een aangifte die de in artikel 19/2 bedoelde luiken omvat, aan het controleorgaan.

De fiscale fiches die de controle van de in het eerste lid bedoelde bezoldigingen door het controleorgaan mogelijk maken, worden door de Regeringscommissaris bij de aangifte gevoegd, wanneer hij daarover beschikt.

De aangiftemodellen worden door het controleorgaan vastgesteld.

Een eenmalige aangifte wordt ingediend door de Regeringscommissaris die een mandaat van overheidsbestuurder of een functie van beheerder uitoefent in de zin van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Het controleorgaan is de verantwoordelijke voor de verwerking bedoeld in artikel 1, § 4, tweede lid, van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Het controleorgaan behoudt de aangiften en de fiscale fiches bedoeld in het tweede lid die hem worden overgemaakt, tijdens een periode van zes jaar. Na afloop van die termijn zorgt het voor de vernietiging ervan.

§ 2. Onverminderd de opdrachten bedoeld in het vijfde deel van het Wetboek van plaatselijke democratie en decentralisatie is het controleorgaan belast met de volgende taken :

1° het verifieert de overeenstemming van alle aangiften met de bepalingen van de artikelen 19/2 en 19/3;

2° het gaat na of de verplichtingen inzake plafonds van bezoldiging en van voordelen in natura bedoeld in artikel 19bis, vijfde lid, nageleefd worden;

3° het gaat na of het in artikel 19bis, lid 8, bedoelde plafond van bezoldiging nageleefd wordt.

Het controleorgaan kan zich door de aan zijn gezag onderworpen persoon zijn aanslagbiljet, zijn belastingaangifte alsook elk boekhoudkundig document of elk bewijsstuk in zijn bezit, laten bezorgen.

Het controleorgaan kan ook die persoon horen.

Indien er aanwijzingen van inbreuk van de verplichtingen bedoeld in de in het eerste lid bedoelde artikelen zijn, kan het controleorgaan zich door elke derde zijn aanslagbiljet, zijn belastingaangifte alsook elk boekhoudkundig document of elk bewijsstuk in zijn bezit, laten bezorgen. Het controleorgaan kan ook die derde horen.

Het controleorgaan stelt een kadaster van de mandaten vast voor elke Regeringscommissaris. Dit kadaster omvat de informatie verstrekt door de aangever in de verschillende luiken van zijn aangifte, zoals opgesomd in artikel 19/2.

Dit kadaster wordt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Gewest bekendgemaakt.

De bekendmaking wordt verricht uiterlijk op 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin de functies en de mandaten zijn uitgeoefend.

De lijst van de Regeringscommissarissen die de in artikel 19/2 bedoelde aangiften niet hebben ingediend aan het einde van de procedure voor de verificatie van de in artikel 19/4, §§ 1 en 2, bedoelde aangiften, wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Gewest op hetzelfde ogenblik als de bekendmaking van het kadaster.

Indien de Regeringscommissaris binnen een termijn van twee maanden na de bekendmaking van het kadaster van de mandaten in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Gewest, een verschil vaststelt tussen het bekendgemaakte kadaster en de aangifte die hij aan het controleorgaan heeft gericht, maakt hij bedoeld controleorgaan een verbetering over bij aangetekend schrijven of volgens de modaliteiten bepaald door het controleorgaan. Het controleorgaan zorgt voor de bekendmaking van de verbetering in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Gewest.

De verbeteringen die tussen 15 november en de bekendmaking van het kadaster in de aangifte worden aangebracht door de Regeringscommissaris, kunnen niet in aanmerking worden genomen voor de bekendmaking die uiterlijk op 31 december wordt uitgevoerd.

Het controleorgaan zorgt voor de latere bekendmaking van deze verbeteringen in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Gewest.

Het personeel van het beheersorgaan is tot het beroepsgeheim gehouden overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek. Het kan inlichtingen betreffende de uitoefening van zijn opdracht alleen met inachtneming van de in dit decreet bedoelde bekendmakingregels verspreiden .

” 3. Het Rekenhof controleert minstens om de drie jaar de door het controleorgaan ingevoerde processen.”.

**Art. 26.** Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 19/4 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 19/4 § 1. Het controleorgaan richt een advies uit aan de Regeringscommissaris wanneer bedoeld orgaan het gebrek aan aangifte vaststelt terwijl ze vereist was, een anomalie constateert of een onregelmatigheid vermoedt in de bepalingen van de artikelen 19/2, 19/3 en 19bis, lid 5 en 8.

Het in het eerste lid bedoelde advies :

1° vermeldt de tekortkomingen die kunnen worden verweten aan de Regeringscommissaris;

2° wordt bij aangetekend schrijven aan de betrokken persoon betekend.

§ 2. De betrokken persoon beschikt te rekenen van de kennisgeving van het advies over een termijn van vijftien dagen om zijn opmerkingen of zijn verbeterde aangifte, samen met een eventueel verzoek om gehoord te worden, bij aangetekend schrijven mede te delen aan het controleorgaan.

Indien daarom wordt verzocht, vindt de hoorzitting plaats binnen een termijn van veertig dagen na ontvangst door het controleorgaan van het in het eerste lid bedoeld aangetekend schrijven. De betrokken persoon kan door een raadsheer bijgestaan worden.

Een proces-verbaal van de hoorzitting wordt opgemaakt en gericht bij aangetekend schrijven aan de betrokken persoon binnen acht dagen na de hoorzitting. Laatstgenoemde beschikt over drie volle dagen na ontvangst van het proces-verbaal om zijn opmerkingen bij aangetekend schrijven te opperen. Zoniet wordt het proces-verbaal als definitief beschouwd.

Het controleorgaan geeft zijn beslissing binnen :

1° vijfenzeventig volle dagen na de kennisgeving van zijn advies indien de betrokken persoon daarop niet gereageerd heeft;

2° vijfenzeventig volle dagen na ontvangst van de opmerkingen of van de verbeterde aangifte van de mandataris indien de betrokken persoon niet gehoord is;

3° vijfenzeventig volle dagen na de definitieve opstelling van het proces-verbaal van verhoor indien het plaatsgevonden heeft.

Het controleorgaan richt zijn beslissing bij aangetekend schrijven aan de betrokken persoon .

Het controleorgaan richt het in § 1, eerste lid, bedoelde advies binnen elf maanden na ontvangst van de aangifte.

De aangifte wordt geacht overeen te stemmen met de bepalingen van dit decreet voor het referentiejaar indien het controleorgaan het in § 1, eerste lid, bedoelde advies niet binnen de voorgeschreven termijn heeft gericht.

§ 3. De beslissing van het controleorgaan heeft betrekking op het bestaan en de overeenstemming van de aangiften met de bepalingen bedoeld in artikel 19/3, § 2, eerste lid, die het voorwerp hebben uitgemaakt van de in de §§ 1 en 2 bedoelde procedure. Ze omvat indien nog de afrekening van de sommen die in het verleden door de Regeringscommissaris te veel zijn ontvangen, en de terugbetalingsvoorwaarden.

De betrokken persoon betaalt de in het eerste lid bedoelde sommen die te veel zijn ontvangen, terug binnen zestig volle dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing van het controleorgaan.

Het controleorgaan kan de in het derde lid bedoelde termijn verlengen met een periode die het bepaalt voor zover de betrokken persoon binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing de uitzonderlijke redenen waarop zijn verzoek is gegrond, bij aangetekend schrijven heeft meegedeeld.

De terugbetaling van de sommen die t.o.v. artikel 19*bis*, lid 8, door de Regeringscommissaris te veel zijn ontvangen, gebeurt ten gunste van de instellingen waarin hij t.o.v. van de te veel ontvangen som zijn bezoldigde mandaten uitoefent.

De betrokken persoon richt zo spoedig mogelijk het bewijs van de terugbetaling aan het controleorgaan.

Het controleorgaan maakt de beslissing van de Regering over."

**Art. 27.** Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 19/5 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 19/5 § 1. De Regering kan aan het einde van de in § 2 bedoelde procedure de Regeringscommissaris ontslaan wanneer de betrokken persoon :

- 1° geen aangifte heeft ingediend;
- 2° opzettelijk een valse aangifte heeft ingediend;
- 3° verzuimd heeft de onbehoorlijk gekregen sommen binnen de voorgeschreven termijn terug te betalen;
- 4° de in artikel 19*bis*, lid 8, bedoelde verplichtingen heeft nageleefd.

§ 2. Het controleorgaan deelt bij aangetekend schrijven een kennisgeving van de feiten die van dien aard zijn dat ze het verval tot gevolg hebben, aan de betrokken persoon mede.

Op zijn vroegst twintig dagen na de overmaking van de kennisgeving en na de betrokken persoon, eventueel vergezeld van de raadshere van zijn keuze, gehoord te hebben als hij daarom binnen een termijn van acht dagen na ontvangst van de kennisgeving heeft verzocht, kan de Regering het verval vaststellen.

De beslissing van de overheid wordt genomen binnen een termijn van maximum één maand na het einde van de in het eerste en het tweede lid bedoelde procedure.

Deze beslissing wordt aan de betrokken persoon betekend.

In geval van ontslag van de Regeringscommissaris wordt de beslissing ook betekend aan het orgaan waarin de betrokken persoon zijn mandaat uitoefent.

Indien de betrokken persoon zijn functies blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van zijn ontslag na ontvangst van de in het vierde lid bedoelde kennisgeving, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek.

Een op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep wordt tegen deze beslissing ingesteld. Het moet binnen vijftien dagen na de kennisgeving ervan ingediend worden."

**Art. 28.** Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 19/6 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 19/6. De Regeringscommissaris die overeenkomstig artikel 19/5 is ontslagen, mag niet opnieuw voor dit ambt benoemd worden tijdens een termijn van twee jaar na de kennisgeving van de beslissing tot herroeping."

**Art. 29.** Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 19/7 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 19/7. Wanneer de Regering een Regeringscommissaris in één van de instellingen aanwijst, vermeldt ze het in het register bedoeld in artikel 15/6 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder."

De institutionele informant stelt een lijst vast van de Regeringscommissarissen onderworpen aan de bij dit decreet voorziene verplichting tot aangifte en informeert hen over hun verplichtingen uiterlijk op 30 april van elk jaar. De Regering of het controleorgaan kan zonder enige voorwaarde het bewijs eisen dat deze bepaling nageleefd wordt.

**Art. 30.** Artikel 19*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 7 april 2011 en gewijzigd bij het decreet van 24 november 2016, wordt gewijzigd als volgt :

- 1° het derde lid wordt opgeheven;
- 2° het wordt aangevuld met de leden 3 tot 9, luidend als volgt :

"De Regeringscommissaris kan alleen met presentiegelden bezoldigd worden, die verschuldigd zijn in geval van effectieve aanwezigheid op de vergaderingen van het orgaan, die het voorwerp van een bezoldiging kunnen uitmaken, overeenkomstig de vierde en vijfde leden.

Dezelfde Regeringscommissaris kan slechts één presentiegeld per dag ontvangen, ongeacht de aard en het aantal vergaderingen die hij heeft bijgewoond binnen dezelfde instelling, voor zijn deelname aan de hele vergadering.

De jaarlijkse bezoldiging van een Regeringscommissaris is niet hoger dan 4.999,28 euro. In het bedrag worden de "voordelen van elke aard" inbegrepen; dit bedrag wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

De reiskosten ivm verplaatsingen uitgevoerd voor de behoeften inherent aan de uitoefening van het mandaat van commissaris geven aanleiding tot een tegemoetkoming in de vormen en onder de voorwaarden bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode.

De door de Regeringscommissaris onbehoorlijk geïnde bedragen worden terugbetaald aan de instelling die de te veel ontvangen sommen heeft gestort.

Het totaalbedrag ontvangen door een niet-gekozen persoon in ruil voor de uitvoering van het geheel van zijn openbare mandaten mag niet hoger zijn dan 50% van de vergoeding ontvangen door een lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

De in dit artikel voorziene regels zijn van toepassing op het geheel van de akten tot aanwijzing van de Regeringscommissarissen met inbegrip van de akten aangenomen vóór de inwerkingtreding van deze bepaling.

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 31.** Houden op van kracht te zijn op de datum van aanwijzing van het geheel van de leden van de Commissie voor Beroepsregels en Ethiek, overeenkomstig artikel 5 van het samenwerkingsakkoord van 13 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest houdende oprichting van een Commissie voor Beroepsregels en Ethiek :

1° artikel 15/2, § 2, eerste lid, 3°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder;

2° in artikel 15/3, § 1, eerste lid, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, de woorden "en 10°";

1° artikel 15/4, § 1, 4°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder;

4° artikel 15bis, § 1, 10°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder;

5° artikel 19/3, § 2, eerste lid, 3°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut;

6° in artikel 19/4, § 1, eerste lid, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de woorden "en 8°";

5° artikel 19/5, § 1, 4°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut;

5° artikel 19bis, lid 8, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut.

**Art. 32.** Onverminderd artikel 15/6 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder ingevoegd bij artikel 10 van dit decreet maakt de institutionele informant, voor het jaar 2018, de in artikel 15/6, §§ 2 en 3, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder bedoelde informatie aan de Regering onder haar verantwoordelijkheid over uiterlijk op 30 juni 2018.

**Art. 33.** In afwijking van artikel 15/2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en van artikel 19/3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut moeten de aangiften 2018 betreffende de in 2017 uitgeoefende mandaten, functies en beroepen uiterlijk op 31 juli 2018 ingediend worden.

**Art. 34.** Wat artikel 15bis, § 3, vierde lid, 4°, van het decreet van 12 februari 2014 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder betreft, worden de premies individueel tot het bezoldigingspercentage zoals bepaald in de op 1 januari 2014 lopende contracten beperkt.

**Art. 35.** Vanaf 1 juli 2018 worden de bezoldigingen gebonden aan de uitoefening van de mandaten evenals de bezoldigingen gebonden aan de uitoefening van de functies van beheerder binnen de beheersorganen toegekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 15bis van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder.

**Art. 36.** De beheerders betrokken bij de onverenigbaarheden van artikel 3/1 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder moeten zich uiterlijk op 1 juli 2018 aanpassen.

**Art. 37.** De overheidsbestuurders betrokken bij de onverenigbaarheden van artikel 8, § 2, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder moeten zich uiterlijk op 1 juli 2018 aanpassen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 maart 2018.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken  
en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,  
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE

Nota

(1) *Zitting 2017-2018.*

Stukken van het Waalse Parlement 1051 (2017-2018) Nrs. 1 tot 10.

Volledig verslag, openbare vergadering van 28 maart 2018.

Bespreking.

Stemming.